

GÉNÉRALISATION DU E-PAIEMENT, INNOVATION,
TECHNOLOGIE FINANCIÈRE

Le secteur bancaire se met aux nouvelles technologies

La modernisation du secteur bancaire et financier est l'une des priorités du gouvernement. Des réformes importantes ont été engagées et d'autres sont en cours dans le but de réduire la masse monétaire circulant hors du circuit bancaire, en développant de nouveaux systèmes de paiement électronique. En effet, l'année 2025 marquera un tournant crucial pour l'Algérie en matière d'innovation financière. P 3



INDICE DES PRIX À LA
CONSOMMATION EN
DÉCEMBRE 2024

**Les prix des biens
alimentaires en baisse**



L'indice général des prix à la consommation, au niveau national, a enregistré une baisse de 1,2 % en décembre 2024 par rapport au mois de novembre de la même année, tandis que les prix des biens alimentaires ont affiché une décroissance de 2,6 %, selon l'Office national des statistiques (ONS) dans sa dernière note sur l'indice des prix à la consommation.

P 2

GARANTIE DES MARCHÉS
PUBLICS

**La CGMP a connu une
"avancée très
importante" en 2024**

La Caisse de Garantie des marchés publics (CGMP) a connu un "tournant remarquable" et "une avancée très importante" dans son développement en 2024, avec une nette évolution de ses paramètres de performance, indique la Caisse dans un communiqué, publié samedi.

P 3

PROGRAMME MONDIAL DE
BIODIVERSITÉ

**Les opérateurs
économiques appelés à
investir davantage**

Un atelier d'information, de dialogue et de sensibilisation sur la Stratégie et le Plan d'actions nationaux pour la biodiversité, alignés avec le Cadre mondial de Kunming-Mont-réal (CMB), a été organisé ce jeudi à Alger. Le CMB, cette nouvelle stratégie internationale, couvre la période allant jusqu'à 2030 et a pour objectif de promouvoir, par tous les gouvernements et leurs partenaires, des actions urgentes et décisives en vue de la protection et de la conservation de la vie sur Terre. L'Algérie entend y jouer un rôle.

P 5

SOCIÉTÉ "AGRO-ALIMENTAIRE ACTIVITÉS"
**Investissement dans les
cultures stratégiques
dans quatre wilayas** P 2

PORT D'ALGER
**Ouverture prochaine
de 4 bureaux de change** P 3

5E ÉDITION DU SALON
INTERNATIONAL BUILTEC
**80 exposants attendus
à Constantine** P 16

MARCHÉ DU TRAVAIL
Clôture d'un atelier sur les mécanismes de prévision des besoins en compétences

Un atelier technique sur les mécanismes de prévision des besoins en compétences dans les chaînes de valeur, organisé dans le cadre du projet "Compétences pour le commerce et la diversification économique" (STED), s'est achevé jeudi à Alger. Lancé en 2023 sous l'égide du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, cet atelier technique a été organisé en coordination avec le Bureau de l'Organisation internationale du travail (OIT) en Algérie, avec la participation de représentants des secteurs concernés, ainsi que d'experts en la matière. A cette occasion, le Directeur général de l'emploi et de l'insertion au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Malek Atailia, a précisé que ce projet visait à aligner les compétences sur les exigences de l'économie et à renforcer la compétitivité, ajoutant que les études menées dans le cadre de ce projet avaient "mis en évidence plusieurs défis, notamment l'importance de l'évolution rapide dans les domaines des technologies et de la formation professionnelle et le renforcement des compétences numériques". Evoquant les efforts conjoints des différents acteurs pour la formulation de recommandations concrètes visant à améliorer le niveau des compétences et à renforcer l'employabilité, le même responsable a mis en avant le rôle du secteur de la formation professionnelle dans l'adaptation des programmes de formation aux exigences du marché du travail et aux besoins du développement économique du pays. De son côté, le directeur du Bureau de l'OIT en Algérie, Halim Hamzaoui, a relevé l'importance des ressources humaines dans le développement socioéconomique, évoquant certains axes des travaux de l'atelier dans le cadre du projet STED. Suivie par l'intervention de Monsieur le Directeur de la KOICA qui a mis en avant la nécessité d'accélérer l'accès aux compétences liées aux technologies tel que les semi-conducteurs, la recherche et l'innovation et l'open innovation. Dans son intervention, M. Nasser BERKANI, Président de la Confédération Générale des Entreprises Algériennes (CGEA), a souligné que ce projet constitue une étape importante vers le renforcement de la coopération entre les différents acteurs aux niveaux national et régional. Il a également remercié toutes les parties ayant contribué au succès de cette initiative, mettant en avant le partenariat fructueux entre l'Algérie et la Corée du Sud dans ce domaine.

R E.

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION EN DÉCEMBRE 2024

Les prix des biens alimentaires en baisse

L'indice général des prix à la consommation, au niveau national, a enregistré une baisse de 1,2 % en décembre 2024 par rapport au mois de novembre de la même année, tandis que les prix des biens alimentaires ont affiché une décroissance de 2,6 %, selon l'Office national des statistiques (ONS) dans sa dernière note sur l'indice des prix à la consommation.

Par Selma R

En 2024, comparé à 2023, toutes les catégories de produits se caractérisent par un ralentissement du rythme de hausse de leur prix, ce qui a influencé la variation globale. « En décembre 2024, les prix à la consommation enregistrent une augmentation de +3,0%, bien inférieure à celle de l'année précédente à la même période (+7,8%). La variation annuelle en 2024 atteint +4,1%, bien en dessous du taux de +9,3% observé en 2023», indique l'ONS. Concernant l'indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger, il a enregistré une baisse de 0,7 % en décembre 2024 par rapport au mois précédent, soit très proche de celle observée le

même mois de l'année précédente (-0,6 % en décembre 2023 par rapport à novembre 2023). Cette variation de -0,7%, quasiment identique à celle observée le mois précédent (-0,6%), traduit une diminution de 1,8% pour les prix des biens alimentaires, une hausse de 0,4% pour les produits manufacturés et une stagnation pour les services, explique la même source. Les prix des produits agricoles frais affichent une baisse de 3,2%. Des variations importantes caractérisent certains produits, essentiellement la viande de poulet (-12,0%), les fruits (-33,4%) et les légumes (-5,4%). Par contre, des hausses de prix sont relevées pour d'autres produits, notamment la viande rouge (+1,9%) et les poissons (+14,3%).

Par ailleurs, les prix des produits alimentaires industriels inscrivent une relative stagnation (-0,1%). Corrigé des variations saisonnières, l'indice des prix à la consommation enregistre, pour ce mois de décembre 2024, une baisse de 0,6 % par rapport au mois précédent. Par rapport au même mois de l'année 2023, les prix des produits agricoles frais affichent une évolution de +2,9%, avec des taux remarquables pour les viandes et abats de mouton (+15,6%) et ceux de la pomme de terre (+23,5%). Pour la même période, les prix des produits alimentaires industriels se distinguent par une baisse modérée de 0,5%. Quant aux prix des produits manufacturés et des services, ils varient de +5,6% et +1,8% respectivement.

SOCIÉTÉ "AGRO-ALIMENTAIRE ACTIVITÉS"

Investissement dans les cultures stratégiques dans quatre wilayas

La société "Agro-alimentaire activités-3A", filiale du groupe Sonatrach, met en œuvre un programme agricole dans quatre wilayas, afin de contribuer au développement des cultures stratégiques, conformément au Plan national de relance du secteur agricole et de l'objectif d'auto-suffisance et de sécurité alimentaires, a-t-on appris, jeudi, en marge du Salon international de l'agriculture, ouvert mercredi au Centre des conventions Ahmed-Benahmed d'Oran. La société mène un projet de mise en valeur des terres agricoles dans les wilayas de Ouargla (Gassi-Touil), Tougourt, Adrar et Saïda, afin de développer l'agriculture saharienne et les cultures stratégiques, en application du programme du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, ainsi que de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué à l'APS le P-DG de la société, M. Arar Abdallah. Les superficies des terres en cours de mise en valeur s'élèvent à 4.000 hectares à Tougourt, 3.000 hectares à Ouargla

et 16.000 hectares à Adrar, toutes destinées aux cultures stratégiques telles que les céréales (blé et orge) et à l'élevage du bétail, a fait savoir la même source. Quant aux terres situées dans la wilaya de Saïda, couvrant 3.000 hectares, elles seront consacrées à la plantation d'arbres et à l'élevage bovin, a-t-il ajouté. Par ailleurs, dans le cadre de l'aménagement de ces terres agricoles, obtenues en 2023, la société crée et équipe actuellement plusieurs périmètres agricoles. Dans cette optique, quatre périmètres ont déjà été aménagés dans les wilayas de Tougourt, Ouargla et Adrar, tandis qu'un cinquième est en cours d'installation à Saïda, a précisé le responsable. "Nous avons une complémentarité entre les différentes activités : certaines entreprises creusent les sols, d'autres s'occupent des semis, tandis que d'autres encore se chargent de l'irrigation", a-t-il expliqué, ajoutant que la production démarrera, dès cette année, avec un rendement moyen prévu entre 44 et 55 quintaux de blé à l'hectare. Concernant le projet de Saïda, M. Arar a fait observer qu'il est en "bonne voie",

signalant que la plantation d'arbres fruitiers tels que les cerisiers, les pistachiers et les amandiers débutera cette année. Et d'ajouter: "à moyen terme, nous ambitionnons d'atteindre un cheptel de 20.000 têtes de bovins". Toujours dans le cadre du développement de l'agriculture saharienne et des cultures stratégiques, la société "Agro-alimentaire activités" obtiendra également de vastes périmètres agricoles dans la wilaya d'El-Menia, après l'achèvement des procédures administratives en cours. "Nous travaillons en coordination avec le ministère de l'Agriculture, les directions des Services agricoles des wilayas concernées et le groupe Sonatrach pour concrétiser ce programme agricole", a souligné le PDG de 3A. En matière d'investissement dans l'aquaculture, la société prévoit également de se lancer dans ce domaine. Une première initiative a été lancée dans la région de Gassi-Touil (Ouargla), et le projet sera étendu à d'autres sites pour la production de poissons tels que le tilapia et la crevette, a-t-on indiqué.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

GÉNÉRALISATION DU E-PAIEMENT, INNOVATION, TECHNOLOGIE FINANCIÈRE

Le secteur bancaire se met aux nouvelles technologies

La modernisation du secteur bancaire et financier est l'une des priorités du gouvernement. Des réformes importantes ont été engagées et d'autres sont en cours, dans le but de réduire la masse monétaire circulant hors du circuit bancaire, en développant de nouveaux systèmes de paiement électronique. En effet, l'année 2025 marquera un tournant crucial pour l'Algérie en matière d'innovation financière.

Par Mourad A.

Selon le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, «cette année sera celle de la transformation numérique, propulsant le pays vers un secteur bancaire numérique et une adoption généralisée du paiement électronique». Selon lui, ces avancées permettront non seulement de moderniser le secteur financier, mais aussi de créer de nouvelles opportunités économiques tant pour les entreprises que pour les citoyens. Lors de son intervention au 3e sommet sur la technologie financière et le e-commerce, qui s'est tenu ce jeudi, Noureddine Ouadah a souligné l'importance des réformes législatives, notamment la révision de la loi sur la monnaie et le crédit. Ces réformes visent à faciliter la mise en place de banques numériques et à permettre l'émission de monnaies numériques. « Ces mesures permettront d'assurer une transition fluide vers des solutions de

paiement électronique, au bénéfice tant des consommateurs que des entreprises », a-t-il déclaré. Le ministre a également insisté sur le fait que cette évolution était déjà en marche, grâce à l'accélération du secteur du commerce électronique et à l'adaptation du cadre législatif pour soutenir cette dynamique. En concertation avec les ministères concernés, son département travaille à l'ajout de nouveaux articles pour répondre aux défis émergents, tout en restant à l'écoute des propositions des acteurs privés. « Cette approche vise à créer un environnement juridique favorable à l'innovation et à la compétitivité du secteur », a-t-il expliqué.

Un autre aspect clé de cette transition est la collaboration entre le ministère, la Banque d'Algérie et les institutions financières pour favoriser l'adoption rapide du paiement électronique. Le ministre a également évoqué l'importance de mettre en place des cadres expérimentaux (Sandbox) permettant d'encourager l'innovation, tout en garantissant la sécurité des

transactions. Il a mis l'accent sur la nécessité de renforcer la collaboration entre les start-up et les entreprises nationales, soulignant que grâce aux solutions technologiques locales, l'importation de logiciels est désormais de plus en plus rare. « L'initiative des "contrats d'innovation ouverte", un dispositif permettant aux entreprises de financer des start-up ou des incubateurs pour résoudre leurs problèmes spécifiques, est un exemple concret de cette approche », a-t-il ajouté. Enfin, Ouadah a encouragé les start-up algériennes à se projeter sur la scène internationale, en particulier en Afrique, en soulignant le rôle du cadre juridique et des incitations gouvernementales pour soutenir leur expansion à l'échelle mondiale. La 3e édition du sommet a également été marquée par la signature de deux conventions stratégiques. La première, entre la start-up "Guiddini" et l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), vise à intégrer le commerce électronique dans les activi-

tés des commerçants et artisans. La seconde, signée entre la Société algérienne des assurances (SAA) et la start-up My TPE App, permettra de fournir une solution logicielle pour la gestion des Terminals de paiement électronique (TPE) à travers tout le pays. Mourad Mechta, directeur général de "Guiddini", a souligné que ces conventions « témoignent de la volonté des entreprises publiques de collaborer avec les start-up, dans le cadre de la politique de l'État en faveur du développement des partenariats innovants ». Cette rencontre, qui a réuni des experts, des investisseurs et des entrepreneurs, a permis de débattre des enjeux actuels du secteur de la technologie financière et du commerce électronique. Elle s'inscrit dans une dynamique de plus en plus forte en Algérie pour faire de 2025 l'année de la révolution numérique. En offrant un cadre législatif stable et en soutenant l'innovation, le pays semble bien décidé à se positionner parmi les acteurs majeurs de l'économie numérique sur le continent.

PORT D'ALGER

Ouverture prochaine de 4 bureaux de change

Par M.A.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à augmenter l'allocation touristique pour les citoyens algériens, l'Entreprise Portuaire d'Alger (EPAL) a annoncé, dans un communiqué publié jeudi, l'ouverture prochaine de quatre bureaux de change à la gare maritime du Port d'Alger. Ces bureaux, les premiers du genre en Algérie, ont pour objectif de faciliter les transactions monétaires des voyageurs. Installés dans des lieux stratégiques, ces bureaux seront les premiers en Algérie à offrir un tel service. Ils visent à répondre à un besoin croissant d'accès aux devises étrangères et à offrir une solution rapide et sé-

curisée aux voyageurs, qu'ils arrivent ou qu'ils partent. L'objectif est de lutter contre le recours au marché noir en permettant un échange de devises légale et transparent. Ces bureaux s'inscrivent également dans la volonté du gouvernement de réguler le marché des devises et de lutter contre le blanchiment d'argent. Cette initiative intervient après l'inscription de l'Algérie sur la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI) en octobre 2024. Ce classement met en lumière l'importance d'une surveillance accrue des flux financiers et d'une gestion plus rigoureuse des transactions en devises. L'inauguration de ces bureaux de change fait partie d'un projet plus large de modernisation des infrastructures portuaires, visant à améliorer l'expérience des voya-

geurs tout en respectant les exigences des traversées maritimes. Mohamed Benbahane, vice-gouverneur de la Banque d'Algérie, a inspecté ces installations et a exprimé sa satisfaction quant à leur mise en œuvre, qui s'aligne avec les objectifs des pouvoirs publics d'améliorer les services offerts. Cette initiative s'inscrit également dans un ensemble de mesures visant à encadrer les flux de devises et limiter les échanges informels. Parmi ces mesures, le gouvernement a instauré un plafond annuel de 7.500 euros pour l'exportation de devises par individu, remplaçant ainsi la limite par voyage. Par ailleurs, une augmentation substantielle de l'allocation touristique a été décidée par le président Tebboune, portant celle-ci à 750 euros par an

pour les adultes, contre l'équivalent de 15.000 dinars (95 euros) précédemment. Cette réforme vise à faciliter les voyages des citoyens algériens tout en encourageant l'utilisation des services de change officiels. Malgré ces efforts, le marché parallèle reste encore prospère. En décembre 2024, l'euro atteignait un niveau record de 262 dinars sur le marché informel, tandis que le dollar se négociait à 248 dinars, bien au-dessus des taux officiels, où l'euro est coté à 140 dinars et le dollar à 135 dinars. L'ouverture de ces bureaux de change vise donc à offrir une alternative légale et pratique à ces transactions informelles, contribuant ainsi à réduire la dépendance au marché parallèle. Cette initiative incite les citoyens à utiliser des ser-

vices financiers transparents et réglementés, dans un cadre visant à stabiliser le marché des devises et sécuriser les transactions financières en Algérie. Concernant la nouvelle allocation touristique de 750 euros, bien que la Banque d'Algérie n'ait pas encore publié de note officielle sur les conditions d'octroi, le député Zoheir Nasri a précisé certains détails. Selon lui, les voyageurs devront se rendre dans une succursale de la Banque d'Algérie, munis de leur passeport, de leur billet, de leur assurance voyage et de l'équivalent en dinars de l'allocation. Le processus se déroulera en deux étapes : d'abord, l'obtention d'un récépissé à la banque, puis la distribution des devises dans les bureaux de change agréés après les formalités de contrôle au port ou à l'aéroport.

GARANTIE DES MARCHÉS PUBLICS

La CGMP a connu une «avancée très importante» en 2024

Par R.E.

La Caisse de Garantie des marchés publics (CGMP) a connu un "tournant remarquable" et "une avancée très importante" dans son développement en 2024, avec une nette évolution de ces paramètres de performance, indique samedi la Caisse, dans un communiqué. "L'année 2024 a été marquée par une avancée très importante dans le développement de la CGMP, en témoigne les évolutions spectaculaires des principaux paramètres de performance. Les engagements octroyés au titre des crédits par signature atteignent un montant de 271,33 milliards (mds) de DA, représentant un taux dépassant les 200% par rapport à la moyenne des meilleures années significatives de la Caisse", souligne le communiqué. Ce montant correspond à

"un taux de réalisation des objectifs avoisinant les 500%, et un taux d'évolution de 170% par rapport à l'exercice 2023". Les crédits de trésorerie n'étaient pas en reste, puisqu'il est enregistré des engagements de 26,58 mds de DA, avec une évolution de 8% et un taux de réalisation des objectifs de 110%. Au cours de l'exercice 2024, la CGMP a poursuivi son objectif de diversification du portefeuille client, avec l'inscription de 316 nouveaux clients au portefeuille, ce qui a abouti à la réalisation de projets structurants pour des clients importants œuvrant dans des secteurs stratégiques, précise la même source. -- Début prometteur de la finance islamique -- La finance islamique s'est imposée, pour sa première année d'exploitation, avec des cautionnements de l'ordre de 6,41 mds de DA, soit un taux de réalisation des objectifs de

128%. Au cours de l'exercice 2023, la CGMP s'était lancée dans le créneau de la finance islamique en mettant en place le produit islamique "Khitab El-Dhamane", approuvé par le Comité charaïque du Haut Conseil Islamique. Le montant global des marchés cautionnés durant l'exercice 2024 a ainsi été de 1603 mds DA, et a touché l'ensemble des secteurs d'activités, avec une prépondérance pour les projets stratégiques dans les domaines ferroviaires, travaux routiers et maritimes et hydraulique. Les principaux marchés ont porté sur la réalisation de la ligne ferroviaire Bechar - Tindouf-Gara Djebilet, la réalisation de la ligne ferroviaire minière Annaba-Bouche-gouf Tébessa-Djebel Onk Bled El Hadba et la réalisation du tronçon de 575 Km de la ligne minière ferroviaire Bechar-Tindouf (Gara Djebilet). "Il en ressort que l'activité

de la CGMP connaît une réelle expansion, qui s'inscrit dans une démarche nationale de modernisation et de mutation, cela apparaît clairement dans la conduite de la transformation digitale à grande échelle, ayant permis aujourd'hui le développement de l'antenne virtuelle, la refonte en interne du site web de la CGMP et la création d'une plateforme numérique riche et interactive", se réjouit la Caisse. Aussi, l'institution s'attèle, a-t-elle avancé, dans le cadre du dispositif d'alimentation du BIG DATA, à créer un centre de stockage, d'analyse et de traitement des marchés publics, en collaboration avec les institutions concernées. L'atteinte des objectifs stratégique de la CGMP imposera un redéploiement à travers le territoire national, surtout dans les zones exprimant un besoin réel.

MONNAIE

Le dollar mitigé avant l'imposition de droits de douane

Le dollar avançait légèrement vendredi, après plusieurs revirements liés à la mise en place de droits de douane sur les importations mexicaines, canadiennes et chinoises. "Le dollar s'est donc retourné à la hausse", indique M. Chandler. Vers 20H15 GMT, le billet vert prenait 0,15% à la monnaie européenne, à 1,0376 dollar pour un euro. Le "buck", autre surnom de la devise américaine, reprenait 0,17% au dollar canadien et lâchait 0,13% face au peso mexicain. Le Dollar Index, qui compare la devise américaine à un panier d'autres grandes monnaies, était en hausse de 0,57% à 108,40 points. L'application de ces surtaxes, payées par les importateurs américains, sont de nature à relancer l'inflation dans le pays, s'accordent de nombreux experts. L'application pourrait donc contraindre la Réserve fédérale américaine (Fed) à maintenir des taux élevés plus longtemps pour combattre l'inflation. Mercredi le Comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) a, à l'issue de sa réunion, choisi de laisser ses taux inchangés.

MÉTAUX

L'or atteint un prix historique de 2800 dollars l'once

Le prix de l'or a dépassé vendredi pour la première fois de son histoire la barre clé des 2.800 dollars, alimenté par la ruée vers les valeurs refuges suscitée par les menaces de hausse des tarifs douaniers du président américain Donald Trump. L'or au comptant a augmenté de 0,6% à 2.810,55 dollars l'once dans les séances de l'après-midi, après avoir atteint un pic record de 2.817,23 dollars plus tôt dans la journée. Les contrats à terme sur l'or américain ont peu changé à 2.822,90 dollars, se négociant avec une prime par rapport aux taux spot de l'or. "Il y a beaucoup d'incertitude en ce moment et également une attitude attentiste sur la scène géopolitique en ce qui concerne les tarifs douaniers", ont déclaré des experts du marché. Le président américain a fixé une date limite samedi pour imposer un tarif de 25% sur les importations en provenance du Canada et du Mexique et a déclaré qu'il envisageait toujours de nouveaux tarifs sur les produits chinois.

SIGNATURE D'UN MÉMORANDUM D'ENTENTE ENTRE SONATRACH ET LA SMH

Alger et Nouakchott renforcent leur coopération énergétique

Le groupe Sonatrach a signé, jeudi à Alger, un mémorandum d'entente avec la Société mauritanienne des hydrocarbures (SMH) visant à renforcer la coopération énergétique entre les deux parties, notamment pour l'exploration, la production, l'échange d'expertise et la formation. Le mémorandum a été signé par le Président-directeur général (PDG) de Sonatrach, Rachid Hachichi, et le directeur général (DG) de la SMH, Ismail Abdel Vetah. Le document prévoit la mise en place d'un comité d'orientation chargé d'organiser et d'encadrer les discussions concernant les opportunités de coopération et de partenariat offertes dans les domaines de l'exploration et de la production, les activités en aval, ainsi que le transport et la commercialisation des hydrocarbures. Des équipes de travail conjointes composées d'experts des deux parties seront mises en place pour organiser des ateliers

et programmer des visites de terrain aux installations concernées par ce partenariat en Mauritanie. Selon le mémorandum, la coopération concerne le développement des compétences professionnelles et la formation des personnels de la SMH par des experts de l'Institut algérien du pétrole (IAP) et de l'Académie de management de Sonatrach. Il s'agit, en outre, de l'organisation de stages pratiques et d'orientation au profit des équipes mauritaniennes sur les sites de Sonatrach, ainsi que l'échange d'informations et de données sur les bassins et les gisements, la gestion et le contrôle de la qualité, le suivi des données et la mise en place de Data Room pour la promotion du secteur pétrolier. Il sera aussi question de mettre en œuvre des projets de traitement et de retraitement des données sismiques, ainsi que du développement des programmes de recherche conjoints sur l'hydrogène vert et blanc et d'autres sources d'énergie alterna-

tives. Sonatrach partagera également son expertise en matière de liquéfaction du gaz naturel et de stockage des produits pétroliers avec son partenaire mauritanien. Les deux parties collaboreront, de plus, dans les activités d'exploration et de production (Onshore et Offshore), tout en examinant les possibilités d'approvisionnement en hydrocarbures et en produits pétroliers, ainsi qu'en matière de construction, de gestion et d'exploitation des infrastructures de transport, de stockage et de distribution des hydrocarbures destinées à la consommation locale, y compris les produits pétroliers. En plus, le mémorandum d'entente prévoit la possibilité d'approvisionner la partie mauritanienne en hydrocarbures et en produits pétroliers. Aussi, ce mémorandum ouvre la voie à la création d'un projet conjoint entre Sonatrach et la SMH, pour le développement du secteur en aval, notamment la distribution du butane et des produits pétroliers.

ESPACE VÉTÉRINAIRE ALGÉRIEN

Organisation d'un congrès international en octobre prochain à Alger

L'Espace vétérinaire algérien prévoit d'organiser la 18e édition du congrès international sur le thème des « Maladies transmissibles chez les animaux en Afrique du Nord », a-t-on appris, lors du Salon international de l'agriculture qui se poursuit ce vendredi à Oran. Ce congrès international, qui se tiendra du 6 au 10 octobre 2025 à Alger, sera dédié à débattre sur les maladies animales transmissibles en Afrique du Nord, a précisé M. Bendenia Sâada, président de l'Espace vétérinaire algérien, en marge de l'événement. Des spécialistes en médecine vétérinaire d'Algérie, d'Egypte, de Tunisie, de Libye, du Soudan et de Mauritanie participeront à ce congrès pour étudier une série de thèmes liés à la transmission des maladies entre animaux et entre l'animal à l'homme en Afrique du Nord, ainsi que l'exposition aux maladies animales transfrontalières, a ajouté M. Bendenia. Lors de cette rencontre, plusieurs sujets seront abordés, notamment les maladies transmissibles touchant les ovins, les bovins et les volailles, les méthodes de surveillance des maladies avant leur propagation, leur trans-

mission entre animaux puis à l'homme, et les mesures de prévention afin de protéger le cheptel et d'améliorer la production animale, a souligné le même intervenant. La participation de l'Espace vétérinaire algérien à la 7e édition du Salon international de l'agriculture, qui sera clôturé demain, samedi, est l'occasion de faire connaître cet espace qui œuvre pour la promotion de la médecine vétérinaire en Algérie, en organisant divers événements scientifiques

et en présentant les différentes maladies affectant les animaux, notamment le bétail. Il est à rappeler que ce rendez-vous économique, organisé par l'agence « Expositum », réunit près de 80 exposants algériens et étrangers pour présenter leurs projets dans divers domaines agricoles, notamment la mécanisation agricole, l'irrigation et la fertilisation naturelle, entre autres.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 29 جانفي 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date : 29 janvier 2025

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		
		DA / Kg	دج / كلف	معدل	أعلى	أدنى
		Moyenne	Maximum	Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	74	89	58	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	96	112	80	الطماطم	
	Oignon sec	50	57	44	البصل الجاف	
	Ail sec	504	572	437	الثوم الجاف	
	Carotte	66	75	57	الجزر	
	Navet	80	90	70	لفت	
	Choux fleur	67	76	57	قرنبيط	
	Choux	83	93	73	الكرنب	
	Courgette	169	184	153	الكوسة	
	Haricot vert	335	356	315	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	103	116	90	الخس	
Fruits frais	Clémentine	120	150	90	الكليمنتين	فواكه طازجة
	Mandarine	102	135	70	الماندرين	
	Orange	110	135	85	البرتقال	
	Citron	124	143	105	الليمون	
	Pomme locale	406	521	291	التفاح المحلي	
	Datte	516	649	383	التمر	
	Banane	431	446	417	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1761	1890	1632	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	343	356	330	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	102	92	حليب البقر (لتر)	

PÉTROLE

Le baril de Brent à 76,72 dollars

Les cours du pétrole hésitent vendredi, avec un marché dans l'attente de la décision du Président américain Donald Trump d'exempter ou non l'or noir des droits de douane annoncés sur les importations en provenance du Canada et du Mexique. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, perd 0,20% à 76,72 dollars. Le cours de son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, baisse de 0,16% à 72,61 dollars.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,00	-1,36	8,10	7,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 370,00	2370,00	0,00	0,59	2,69	7,11	7,59	540	1 279 800,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 273,00	2273,00	0,00	0,25	-0,29	11,96	5,50	30000	68 190 000,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-2,81	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	405,00	0,00	0,00	-10,80	2,03	-	1234	499 770,00

PROGRAMME MONDIAL DE BIODIVERSITÉ

Les opérateurs économiques appelés à investir davantage

Un atelier d'information, de dialogue et de sensibilisation sur la Stratégie et le Plan d'actions nationaux pour la biodiversité, alignés avec le Cadre mondial de Kunming-Montréal (CMB), a été organisé ce jeudi à Alger. Le CMB, cette nouvelle stratégie internationale, couvre la période allant jusqu'à 2030 et a pour objectif de promouvoir, par tous les gouvernements et leurs partenaires, des actions urgentes et décisives en vue de la protection et de la conservation de la vie sur Terre. L'Algérie entend y jouer un rôle.

Par Réda Hadi

C'est donc dans cette vision, que lors de l'ouverture de cet atelier, la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Nadjiba Djilali a appelé, les sociétés économiques à investir dans la biodiversité, étant un domaine à même de préserver les ressources de production des entreprises, et d'assurer, par conséquent, la pérennité de leurs activités économiques.

L'Algérie, à l'instar des autres membres de la communauté internationale, s'est attelé à la révision de sa propre stratégie de protection de la biodiversité qui couvre la période 2016-2030 afin d'ajuster et d'aligner ses objectifs avec ceux de la nouvelle stratégie internationale.

A cette fin, le Ministère de l'Environnement et des Énergies Renouvelables a lancé une consultation nationale ouverte à tous, sans exclusive, afin de solliciter l'avis, les commentaires, et recommandations de tous les citoyennes et citoyens algériens sur la version préliminaire de cet effort d'ajustement de la stratégie algérienne de la biodiversité aux nouveaux objectifs et

cibles internationaux des Nations Unies. Présidant donc cet atelier d'information et de sensibilisation au profit des représentants des entreprises nationales et internationales, sur la Stratégie et le Plan d'actions nationaux pour la Biodiversité alignés avec le Cadre Mondial de Kunming Montréal (CMB), la ministre a indiqué que "l'investissement dans la préservation de la biodiversité n'est pas un simple coût supplémentaire, mais plutôt un investissement durable permettant de pérenniser l'activité économique et de promouvoir la concurrence sur les marchés mondiaux où la demande sur les produits éco-responsables est de plus en plus croissante". Celle-ci n'a pas manqué de rappeler que l'Algérie dans sa politique de biodiversité, reste convaincu que les sociétés qui investissent dans la préservation de la biodiversité ne protègent pas seulement leurs ressources de production, mais seront en mesure de renforcer leur compétitivité sur les marchés locaux et internationaux", Et en cela, le partenariat public-privé constitue la pierre angulaire pour le succès des efforts nationaux en la matière. La ministre a expliqué que l'objectif prin-

cipal de l'atelier était d'élaborer un plan devant protéger et promouvoir la biodiversité en Algérie, tout en adaptant ce processus aux objectifs du CMB. Lors des travaux de l'atelier, les intervenants ont tiré la sonnette d'alarme sur la perte de la biodiversité dans le monde qui a atteint un niveau inédit et historique durant les cinq dernières décennies, d'où la dégradation des écosystèmes et l'augmentation, par mille, du taux d'extinction des espèces par rapport au taux naturel, appelant à une action urgente pour relever ces défis environnementaux.

La rencontre a vu la participation de directeurs généraux et de représentants d'instances publiques et privées nationales et étrangères en Algérie, ainsi que de représentants de différents départements ministériels. Les participants ont présenté et débattu autour des mécanismes permettant aux entreprises de contribuer à la mise en œuvre de la stratégie, et sont convenus de la mise en place d'un cadre commun garantissant la durabilité de la participation des entreprises à la protection de la biodiversité.

FORUM RSE - API

Vers une responsabilité sociétale des entreprises en Algérie

Synthèse S R.

La première édition du Forum économique Algeria Positive Impact (API), dédié à la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), s'est tenue le 28 janvier 2025 au Palais de la Culture Moufdi Zakaria à Alger, sous le patronage du Ministère de l'Économie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises. Cet événement a rassemblé des acteurs économiques et institutionnels de premier plan pour débattre des enjeux de la RSE et encourager son intégration au sein des entreprises algériennes.

La conférence d'ouverture, animée par M. Sofian Baba, professeur agrégé de management stratégique, a introduit les principes fondamentaux de la RSE ainsi que son impact sur les entreprises et la société. Cette présentation a posé les bases des discussions et souligné l'importance d'une approche stratégique de la RSE en Algérie. Des experts, chercheurs et dirigeants d'entreprises ont ensuite animé des conférences et ateliers autour de thématiques clés : « Le développement durable et son impact sociétal, pour guider les entreprises vers des modèles économiques plus responsables ; La RSE comme facteur d'attractivité et de différenciation, afin de construire une marque engagée ; L'économie circulaire, pour une gestion optimisée des ressources ; l'innovation et la RSE comme leviers de compétitivité à l'international ; le piège du carbone en Afrique et

ses enjeux, expliqués par le Bureau d'Études IDEA ; la contribution de la RSE à la stratégie nationale de financement des forêts et l'importance des communautés dans la démarche RSE, développée par Holcim Algérie». En tant que sponsor de l'événement, Le Paon Environnement, entreprise spécialisée dans la valorisation des déchets, a mis en avant l'importance du recyclage et de l'économie circulaire comme leviers essentiels pour une transition écologique réussie en Algérie. Son engagement en faveur d'une gestion durable des déchets illustre parfaitement l'impact positif qu'une démarche RSE structurée peut avoir sur l'environnement et la société.

La RSE en Algérie : une réalité sous-estimée

Plusieurs interventions ont mis en lumière le fait que de nombreuses entreprises algériennes adoptent déjà des pratiques RSE, souvent de manière informelle et sans réelle structuration. Ces initiatives reposent principalement sur : « Une culture de solidarité ancrée : entraide, soutien aux employés et aux communautés ; des obligations religieuses et culturelles : la zakat et les pratiques éthiques dans les affaires rejoignent les principes de la RSE et une conscience écologique et sociale croissante, notamment dans les secteurs du recyclage, de l'immobilier et de l'agroalimentaire». Le défi réside dans la structuration et la valorisation de ces initiatives

pour qu'elles soient pleinement intégrées dans la stratégie des entreprises et renforcent leur impact positif. En parallèle du forum, des projets à impact social et environnemental ont été conviés pour donner de la visibilité à leurs solutions durables et innovantes. Pour réduire son empreinte écologique, l'événement a mis en place des stands et décors en carton recyclable, entièrement recyclés après l'événement. De plus, grâce à l'initiative Alter&Co, les émissions carbone du forum seront compensées par la plantation d'arbres en Algérie.

Vers une généralisation de la RSE en Algérie

Meriem Bensalma, directrice de l'incubateur ACSE, organisateur du forum, souligne que la RSE en Algérie demeure encore peu structurée, alors qu'elle devrait être intégrée dans la stratégie des entreprises. Elle insiste sur l'importance d'un engagement collectif entre entreprises, institutions, associations et collectivités locales pour favoriser un développement durable et inclusif. Les experts encouragent les entreprises à mieux communiquer sur leurs initiatives RSE afin d'inspirer d'autres acteurs économiques à mettre en œuvre la RSE. Cette première édition du Forum API marque une étape importante vers une prise de conscience accrue et une structuration plus efficace de la RSE en Algérie, un mouvement appelé à se renforcer lors des prochaines éditions.

COMPLEXE SIDÉRURGIQUE TOSYALI À ORAN

Lancement imminent de la réalisation d'une station de dessalement d'eau de mer

Par R. E.

Les travaux de réalisation d'une station de dessalement d'eau de mer d'une capacité de 120.000 mètres cubes par jour, destinée à répondre aux besoins du complexe sidérurgique "Tosyali", situé à Bethioua (Est de la wilaya d'Oran), devront être lancés très bientôt, a indiqué, mercredi, le wali Samir Chibani.

Dans le cadre de sa visite d'inspection à la daïra de Bethioua, M. Chibani a supervisé le choix du terrain, d'une superficie de 11 hectares, pour la réalisation de cette infrastructure, située à proximité de la station de dessalement de la zone (Mers El Hadjadj), et a ordonné le lancement imminent des travaux, qui ont été confiés à l'entreprise Cosider Canalisations, pour un délai de 24 mois.

Le projet, pour lequel un montant de 20 milliards de DA a été alloué par le complexe, prévoit la réalisation de deux réservoirs d'une capacité de 60.000 mètres cubes chacun, ont précisé les responsables sur place. A noter que le complexe sidérurgique "Tosyali" est alimenté en eau de mer dessalée depuis la station de dessalement d'El Mactaâ .

Le même responsable a également inspecté la station de dessalement de Mers El Hadjadj, où des explications lui ont été fournies sur les travaux de maintenance effectués, l'année dernière, qui ont permis d'augmenter la production quotidienne à entre 400.000 et 420.000 mètres cubes/jour.

Par ailleurs, il a supervisé la pose de la première pierre pour la construction d'un collège à Chehairia (commune d'Aïn El-Bia), qui comprendra 24 salles de classe, 4 laboratoires, une salle d'informatique, des structures annexes et quatre logements de fonction. Le délai de réalisation de cet établissement, qui a nécessité une enveloppe de 171 millions DA, est de 8 mois.

Dans la même commune, le wali d'Oran a inspecté le projet d'épuration du "Oued Rahi" dans le quartier "Es-Salam", ainsi que la réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 1.000 mètres cubes et une salle de sport.

A la zone de Hassassina, à Mers El Hadjadj, il a supervisé les travaux d'aménagement et de revêtement du terrain de football de proximité avec du gazon artificiel de cinquième génération, ainsi que la construction de vestiaires. Les travaux, pour lesquels un montant de plus de 33 millions DA a été alloué, ont atteint un taux d'avancement de plus de 60%.

Il a également pris connaissance du projet de réhabilitation de la route reliant la route nationale RN 97 au village "Melh", dans la commune de Bethioua, sur une distance de 5 km. Il est prévu que l'entreprise chargée des travaux soit désignée, la semaine prochaine, et que les travaux débutent en février prochain avec une autorisation de programme d'une valeur de 75 millions de DA allouée par la wilaya.

TIMIMOUN

Lancement des travaux de renforcement de 15 km de la RN-51

Les travaux de renforcement d'un tronçon de 15 km de la route nationale RN-51 reliant Timimoun à Adrar ont été lancés récemment par les autorités locales, a-t-on appris mercredi des services de la wilaya. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la modernisation et de la réhabilitation du réseau routier de la wilaya, ainsi que l'éradication des "points noirs", tout en contribuant à l'amélioration de la circulation et au renforcement de la sécurité routière, a-t-on souligné. En marge de la cérémonie de coup d'envoi, le wali de Timimoun, Souna Benamar, a mis en avant l'importance de cet axe routier reliant Timimoun à Adrar via la daïra d'Ougroute. Le même responsable a également insisté sur le respect des délais impartis et la qualité des travaux. Approchés par l'APS de nombreux citoyens ont salué le lancement des travaux de renforcement de ce tronçon de la RN-51 qui constitue, selon eux, une artère économique vitale pour la région.

DOUBLEMENT DE LA ROUTE BATNA-KHENCHELA
Les travaux relancés

Le coup d'envoi a été donné jeudi pour la relance des travaux du projet de doublement de la route Batna-Khenchela sur une distance de 56 km situés dans la wilaya de Batna. L'occasion qui a eu lieu en présence des chefs des exécutifs locaux des deux wilayas, MM. Mohamed Benmalek et Salim Harizi a donné lieu à l'installation des chantiers des trois entreprises nationales de réalisation chargées de reprendre les travaux sur ce tronçon qui étaient interrompus après la résiliation des contrats des entreprises retardataires qui en avaient la charge. Le wali de Batna a évoqué les mesures prises à l'encontre des entreprises retardataires dans la réalisation de ce projet pour lequel l'Etat a mobilisé une enveloppe financière de plus de 10 milliards DA, soulignant que les grandes difficultés à la concrétisation de ce projet sont maintenant levées dont l'expropriation et le transfert des réseaux d'eau, de gaz et de fibres optiques. Il a également insisté sur le respect des normes de réalisation et de hâter le rythme des travaux pour livrer ce tronçon au plus tard dans cinq mois en raison de son importance pour les deux wilayas de Batna et de Khenchela ainsi que des wilayas voisines d'Oum El Bouaghi, Tébessa et Biskra. Cette route s'étend sur 72 km dont 16 situés dans la wilaya de Khenchela et 56 km dans la wilaya de Batna allant de Boulefraï dans la commune d'Ouled Fadhel à celle de Djerma en passant par Chemora et Boumia

BEJAIA

Plus de 714 millions DA de fonds propres investis par la SDE

La Société de distribution énergétique de Bejaia (SDE-Sonelgaz) a investi durant l'année 2024 sur ses fonds propres plus de 714 millions de dinars en vue d'améliorer ses prestations, qu'il s'agisse d'électricité ou de gaz, notamment dans la prise en charge des nouveaux branchements, selon le bilan annuel de l'entreprise communiqué mercredi.

La SDE a investi, l'année écoulée, dans une opération de connexion au réseau public d'électricité et de gaz de plus de 18.000 et 20.000 nouveaux clients, portant son portefeuille respectivement à 410.921 et 227.303 clients, indique le bilan. Outre les branchements aux réseaux d'électricité et du gaz, les investissements de l'entreprise ont touché tous les volets en rapport avec la distribution pérenne des deux énergies, notamment la correction des défauts survenus dans les réseaux (chutes de tension), leur renforcement et la réfection ou l'entretien des équipements altérés par les conditions météorologiques. Il est également souligné que 33 nouveaux postes transformateurs en moyenne et basse tension sur une lon-

gueur de 99 km ont été créés durant ce laps de temps. L'effort financier s'est aussi matérialisé par la réalisation de larges opérations de désherbage, notamment à hauteur des postes et lignes électriques encombrés, l'ouverture de tranchés pare-feu et la participation de l'entreprise à l'ouverture de pistes forestières dans la cadre de la lutte contre les incendies de forêts, a-t-on ajouté. La wilaya de Bejaia est desservie par une puissance électrique installée de plus de 720 mégawatts (mgw), alimentée par sept postes sources et quatre cabines mobiles. Cette puissance électrique a été renflouée de surcroit ces dernier mois par la mise en place d'un nouveau poste source de 60 kva à Allaghene dans la ré-

gion d'Akbou à l'ouest de la wilaya, d'une puissance de 80 mgw, portant ainsi la puissance installée à Bejaia à quelque 800 mgw. Pour le réseau de gaz, le bilan fait état de l'installation et la multiplication des postes de détente dont celui de Boukhiamma à l'Est de la wilaya, d'une capacité de 20.000 Nm3/h (Normo mètre cube), qui a permis de renforcer l'alimentation en gaz naturel de toute la partie sud-ouest de la ville de Bejaia. En 2025, le secteur connaîtra le lancement de la réalisation de nouveaux projets, notamment l'installation d'un nouveau poste de 80 mgw à Tighremt, à 40 km à l'ouest de Bejaia, pour l'alimentation des postes de pompage aval de la station de dessalement de l'eau de mer éponyme

TIARET

Plus de 1,1 milliard de DA alloués à l'allocation de solidarité pour le mois de Ramadhan

Une enveloppe de 1,1 milliard de dinars a été mobilisée dans la wilaya de Tiaret pour l'allocation de solidarité destinée aux familles démunies à l'occasion du mois sacré de Ramadhan, a annoncé, le wali Saïd Khalil. Dans son intervention, lors de la quatrième session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) de l'année 2024, le wali a précisé que ce montant a été mobilisé à travers un financement mixte, comprenant une contribution des 42 communes de la wilaya à hauteur

de 367 millions de DA, une aide du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire de 758 millions de DA, un apport du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme de 30 millions de DA, ainsi qu'une contribution de la wilaya de 10 millions de DA. Le nombre de bénéficiaires de cette allocation s'élève à 88.334 familles et le versement sera effectué sur leurs comptes postaux, avant le début du mois de Ramadhan, a-t-on précisé.

Par ailleurs, M. Khalil a annoncé que la wilaya a bénéficié de plusieurs projets structurants dans les secteurs des transports et des travaux publics, notamment une section de la ligne ferroviaire reliant les wilayas de Tiaret et Tissemsilt, ainsi que le doublement de deux tronçons des routes nationales RN 23 et RN 40. Le premier tronçon concerné relie les villes de Ksar Chellala et Rahouia en direction de la wilaya de Relizane, tandis que le second relie la ville de Dahmouni au village de Taslemt en direction de la

wilaya de Tissemsilt, Signalet-on. La session de l'APW a été consacrée à l'examen de l'avancement des projets supervisés par la direction des Equipements publics au profit des secteurs de l'agriculture, de la santé et de la population, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, ainsi que de l'administration locale. L'état d'avancement des recommandations issues de la session précédente, qui portait sur le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, a également été passé en revue, note-on.

RENFORCEMENT DE L'AEP À MILA

Lancement prochain des travaux de réalisation de 13 forages

Les travaux de réalisation de 13 forages seront "prochainement" lancés dans plusieurs communes de la wilaya de Mila pour renforcer l'approvisionnement en eau potable (AEP) dans la région, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale de l'Hydraulique. Neuf forages inscrits au titre du programme 2024 seront réalisés dans les communes de Tessala Lemtaï, Chelghoum Laïd, Grarem Gouga,

Mechira, Terraï Baïnane, Tassadane Haddada, Bouhatem, Tiberquent et Oued Seggan, a indiqué le chef du service de mobilisation des ressources en eau de cette direction, Amar Belghamrani. Quatre autres forages, inscrits au titre de l'exercice en cours, seront foncés dans les communes de Tadjenanet, Ain Melouk, Ahmed Rachedi et Ain Beida Harriche, a ajouté le responsable, qui a précisé qu'il sera

procédé "prochainement" à la désignation des entreprises de réalisation et au lancement de ces projets. La direction de l'Hydraulique vise à travers ces projets à assurer, renforcer et améliorer le service public d'approvisionnement en eau potable, selon la même source. Douze autres forages sont actuellement en cours de réalisation au profit du secteur, a-t-on rappelé.

Les organisations internationales en font-elles trop ?

Plus que jamais, les organisations internationales (OI) font l'objet d'une défiance croissante de la part des États. Coûteuses et inefficaces pour certains, elles sont au contraire intrusives et partisans pour d'autres. Ainsi, le 28 octobre 2024, la Knesset votait deux lois interdisant à l'UNWRA, l'agence onusienne chargée de la protection des réfugiés palestiniens, d'exercer ses prérogatives humanitaires sur le « territoire » d'Israël. Un mois auparavant, Benyamin Netanyahu prononçait un discours à l'Assemblée générale des Nations Unies dans lequel il associait l'organisation à un « marécage antisémite ».

1^{ère} partie

Par Anne-Cécile Robert

Face aux attaques des États qui leur sont hostiles, les organisations internationales peuvent-elles toujours agir librement ? Ont-elles encore un rôle à jouer dans la prise en charge des grands enjeux du XXI^e siècle ? Dans son nouvel ouvrage, *Le Défi de la paix, remodeler les organisations internationales* (Armand Colin, 2024), Anne-Cécile Robert, journaliste au Monde Diplomatique, analyse les relations souvent conflictuelles des OI avec les États et plaide pour leur réhabilitation sur la scène internationale. Souvent accusées d'impuissance face aux grandes crises internationales, les organisations internationales (OI) doivent aujourd'hui répondre aux reproches exactement contraires. L'ONU et ses agences, pourtant tenues par les traités et règlements qui les fondent, outrepasseraient leur mandat pour développer leur propre vision du monde en se serrant les coudes pour l'imposer. Leur pratique quotidienne et leurs actions sur leur terrain les conduiraient à se substituer aux responsables politiques, au nom notamment des impératifs liés aux droits de l'Homme. Leur dynamique aurait créé un univers incontrôlé, voire une idéologie spécifique sans le consentement des États. Mais la contradiction n'est qu'apparente.

Extensions de mandat

Les OI sont, en principe, dépendantes du principe de spécialité qui les contraint à demeurer dans le périmètre de compétences qui leur est attribué par les États. Chaque instance voit ses missions définies par des mandats écrits permettant aux gouvernements d'en maîtriser les actions. Pourtant, on constate en pratique que, souvent au fil du temps et pour résoudre des problèmes imprévus, les OI acquièrent d'elles-mêmes de nouvelles compétences. Il s'agit souvent d'extensions logiques, un type d'action découlant mécaniquement d'un autre. Par exemple, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), créée en 1957, pour « promouvoir des technologies nucléaires sûres, sécurisées et pacifiques » apporte une aide logistique et scientifique aux États qui en ont besoin pour assurer leur coopération sous la bannière de « l'atome pour la paix ». Elle intervient notamment pour surveiller le développement non militaire d'infrastructures et de centrales dans certains pays comme l'Iran. Mais, aujourd'hui, l'AIEA émet des recommandations en matière d'ali-

mentation et de santé, par exemple pour protéger les femmes enceintes des radiations lorsqu'elles subissent des examens radiologiques ou IRM. Ce qui n'était pas prévu lors de sa création mais constitue un prolongement logique de ses compétences écrites. L'Organisation météorologique mondiale a pour sa part étendu son rôle à l'hydrologie et à la surveillance du climat. Elle visait à l'origine à « instaurer une coopération entre les services météorologiques et les services hydrologiques, à encourager la recherche et la formation en météorologie et à développer l'utilisation de la météorologie au profit d'autres secteurs tels que l'aviation, la navigation maritime, l'agriculture et la gestion des ressources en eau ». L'Organisation maritime internationale (OMI), chargée à l'origine de la sécurité et la sûreté des transports maritimes, s'occupe désormais de la protection des équipages, de la surveillance des océans et des rives polaires mais aussi du secours en mer des migrants, et de prévenir la pollution des mers et de l'atmosphère par les navires. Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a rapidement étendu son mandat aux apatrides. Aujourd'hui, il travaille avec des gouvernements confrontés à des flux massifs de réfugiés, comme le Liban depuis la guerre de Syrie dont 40 % de la population est déplacée. L'Organisation mondiale du commerce s'est octroyée de nouveaux champs à régir, notamment les « aspects des droits de propriété intellectuelle liés au commerce » (ADPIC) faisant craindre pour les brevets en matière de santé. On pourrait multiplier les exemples. Par ailleurs, les OI agissent de plus en plus en coalition, mènent des actions concertées, dans ce que le juriste Yves Schemeil nomme « une coopération multisectorielle permanente » dans le cadre de « réseaux inter-organisationnels » [1]. Les questions migratoires sont l'exemple emblématique de ce phénomène. Plusieurs organisations, outre naturellement l'Organisation internationale des migrations, travaillent de concert pour gérer les flux migratoires : HCR, Organisation maritime internationale (OMI), Programme alimentaire mondial (PAM), etc. L'OMI traite aujourd'hui du secours en mer et de la sécurité des migrants, légaux ou illégaux. « Moins les organisations sont connues, plus elles ont une influence sur les normes. » Les accusations de bureaucratie prennent appui sur cette normativité galopante et les procédures de contrôle qui leur sont liées. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM), créée pour aider de petits groupes de migrants, s'occupe dorénavant de la recherche et de la restitu-

tion des corps de personnes noyées. Cette coopération produit des actions conjointes mais aussi des normes, de plus en plus nombreuses, au nom de la maîtrise d'une certaine technicité. Elles s'étendent à des normes qualitatives progressivement transposées et appliquées par les administrations et les entreprises. « Moins les organisations sont connues, estime Schemeil, plus elles ont une influence sur les normes. » Les accusations de bureaucratie prennent appui sur cette normativité galopante et les procédures de contrôle qui leur sont liées. Dans le secteur humanitaire, cette technicité profite, selon le chercheur Frédéric Thomas, surtout aux ONG occidentales rompues à ces discours et aux codes propres à chaque organisation [2]. Ce fonctionnement en circuit produirait, selon certains observateurs, une pensée politique, une véritable idéologie.

Les OI ont-elles une idéologie ?

Dans la crise de Gaza, la mobilisation inter-organisations est, comme on l'a déjà mentionné, particulièrement visible : l'UNWRA, le PAM, l'OMS, le HCR collaborent tandis que la CIJ cite leurs rapports en références pour appuyer ses décisions. Les OI ont reçu pour mandat de contribuer à organiser le monde et de faciliter la tâche des États en les déchargeant de certaines missions qu'elles sont supposées mieux assurer qu'eux grâce à la maîtrise de coopération technique transnationale. Elles affichent la volonté de promouvoir une éthique globale autour d'objectifs communs comme les Objectifs de développement durable (ODD) souvent cités en référence. On a vu, notamment dans le domaine humanitaire, qu'elles savent se montrer solidaires et agir de concert. La réponse des agences de secours de l'ONU face à la guerre en Ukraine est ainsi coordonnée depuis New York. Les extensions de mandat sont observées et la plupart du temps explicitement consenties par les États. Les extensions de mandat sont définies et acceptées par les conseils d'administration des OI où siègent les gouvernements. Ceux-ci y voient une manière de se décharger de certains problèmes en les confiant à des OI qui développent une forme de technicité. Le caractère précisément technique, et a priori non poli-

tique, rassure les gouvernements. Mais on a vu précédemment les polémiques suscitées par le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières dit « Pacte de Marrakech sur les migrations ». Celui-ci présente clairement les migrations comme un phénomène positif, « facteurs de prospérité, d'innovation et de développement durable et qu'une meilleure gouvernance peut permettre d'optimiser ces effets positifs ». Concrètement, il vise à lutter contre les trafics d'êtres humains mais aussi à « rendre plus accessibles les voies de migration légale, en particulier pour motif professionnel, et faciliter l'intégration des migrants ». Il prévoit aussi de « coopérer en vue de faciliter le retour et la réadmission des migrants dans leur pays d'origine en toute sécurité et dignité. » Quoi qu'on pense de cette vision, elle est très politique et non pas simplement technique. Les OI sont parfois dénoncées comme des instruments d'une occidentalisation forcée des mœurs, un argument manipulé par la Russie dans sa stratégie de séduction en Afrique. Mais ce Pacte est, à ce jour, demeuré lettre morte. En effet, l'ambiance au niveau des États est plutôt au contrôle des flux de populations, y compris pour des raisons électorales. La coordination du sauvetage en mer, notamment en Méditerranée, est un échec et ce sont des associations et des ONG qui s'en chargent. Les migrations cristallisent les contradictions et fractures d'un monde en voie de dislocation. Au Liban, le HCR est parfois accusé de cogérer des politiques restrictives menées par le gouvernement face à l'afflux de réfugiés depuis le début de la guerre en Syrie en 2011. Il a ainsi accepté en 2022 de partager les données personnelles collectées sur les déplacés avec l'administration, au risque de fragiliser leur droit à la vie privée et leur protection juridique. Invoquant un manque de moyens, il laisserait les autorités organiser le retour forcé de personnes en danger vers la Syrie. Pour sa part, l'OIM a été critiquée pour promouvoir la politique restrictive des États-Unis pour le contrôle des flux migratoires. Dans certains secteurs, les tensions s'exacerbent ouvertement entre les OI et les gouvernements. C'est ainsi le cas en ce qui concerne les droits des personnes LGBTQIA+.

(A suivre)

Notes

[1] Yves Schemeil, *The Making of the World: How International Organizations Shape Our Future*, Verlag Barbara Budrig, 2023.
[2] Frédéric Thomas, *L'Échec humanitaire : Le Cas haïtien*, Éditions Couleur livre, 2012.
[3] Lire Vincent Pouliot et Jean-Philippe Thérien, *Comment s'élabore une politique mondiale. Dans les coulisses de l'ONU*, Presses de Science Po, 2024.

TUNISIE

Tunis honore un remboursement d'un milliard de dollars

La Tunisie a franchi une étape clé dans la gestion de sa dette en procédant, ce mercredi 29 janvier 2025, au remboursement intégral d'un emprunt international d'un milliard de dollars, contracté en 2015. Ce paiement, accompagné d'un versement de 57,5 millions de dollars en intérêts, confirme la capacité du pays à honorer ses engagements financiers malgré un contexte économique mondial exigeant.

Un engagement respecté sur le marché financier international

L'emprunt concerné, le "Dollar Bonds_10 ans_5,75 % 1.000 M \$ Reg S_30/01/2025", avait été contracté sous le gouvernement de Mehdi Jomâa à un taux de 5,75 %. À l'époque, la Tunisie bénéficiait d'une notation BB- avec perspective négative de Fitch Ratings, et Ba3 avec perspective négative de Moody's. Ce remboursement démontre la fiabilité du pays sur les marchés financiers internationaux et renforce sa crédibilité auprès des investisseurs et institutions financières mondiales.

Une gestion financière maîtrisée

Le remboursement a été anticipé et planifié, garantissant une stabilité macroéconomique et une gestion responsable des finances publiques. En raison d'une légère hausse du dollar face au dinar, le paiement a représenté un montant total de 3.365,6 millions de dinars, réparti comme suit : 3.182,6 millions de dinars en remboursement du principal, 183 millions de dinars en intérêts. Bien que cette opération ait entraîné un ajustement des réserves en devises, celles-ci restent à un niveau solide de 104 jours d'importation, un chiffre qui reste conforme aux normes financières régionales.

Un signal positif pour l'économie

Avec ce remboursement, la Tunisie envoie un message fort de résilience aux investisseurs et partenaires économiques. Elle démontre sa volonté de préserver un climat financier stable et de poursuivre ses efforts pour assurer une gestion efficace de sa dette extérieure. Les autorités économiques tunisiennes restent engagées à renforcer la souveraineté financière du pays et à maintenir un équilibre entre les obligations de remboursement et les besoins en investissements nationaux.

ARABIE SAOUDITE

La transformation du marché du travail saoudien est «spectaculaire»

Les pays du monde entier peuvent tirer des leçons de la transformation du marché du travail en Arabie saoudite, a affirmé un ancien ministre suédois du Travail.

S'adressant à Arab News en marge de la Conférence globale sur le marché du travail (GLMC) à Riyad, Sven Otto Littorin a salué les progrès réalisés par le Royaume depuis le lancement de Vision 2030, qui a vu la participation des femmes à la main-d'œuvre doubler en près de six ans. Ces changements ont permis à l'Arabie saoudite de devenir un leader mondial dans la résolution des problèmes liés au marché du travail, au développement des compétences et à la préqualification de la main-d'œuvre, comme l'a souligné le rapport inaugural de la GLMC en décembre.

Les résultats s'alignent sur l'objectif de Vision 2030 de réduire le chômage de 11,6% en 2017 à 7% d'ici à la fin de la décennie. "Je dirais même que la plupart des autres pays pourraient apprendre une ou deux choses de l'Arabie saoudite. La transformation du marché du travail saoudien depuis le lancement de la Vision 2030 n'est rien de moins que spectaculaire. Le Royaume a fait tellement de progrès en si peu de temps qu'il est difficile de choisir", a déclaré M. Littorin, qui est également expert en commerce international et en élaboration de politiques. Il a également salué l'augmentation si-

gnificative de la participation des femmes au marché du travail, notant que l'Arabie saoudite a réussi à doubler ce chiffre en seulement six ans, un exploit que la Suède avait mis 40 ans à accomplir. "Environ 35% des femmes actives occupent des postes de direction, et j'ai vu récemment un sondage d'opinion indiquant que plus de 75% des hommes saoudiens considéraient cette évolution comme très favorable à la vie de famille", a-t-il ajouté.

Des progrès sans précédent

Les réformes du marché du travail du Royaume s'alignent sur les objectifs de la Vision 2030, puisque des données récentes de l'Autorité générale des statistiques d'Arabie saoudite montrent que le taux de chômage global est tombé à 3,7% au troisième trimestre 2024, soit une baisse de 0,5% par rapport à l'année précédente. Le taux de chômage parmi les ressortissants saoudiens était de 7,8%, tandis que le taux d'activité des femmes atteignait 36,2%. M. Littorin a souligné l'impact sociétal plus large de ces changements : "En tant qu'étrangère, je dois dire qu'il est très

gratifiant de voir ces femmes sur le marché du travail, gagner leur propre argent, contribuer à leur famille et à la croissance du pays grâce à leur productivité, leur courage et leur ambition. "L'Arabie saoudite est une nation plus riche grâce à cela, où tout le monde participe à la croissance du pays," a-t-il ajouté. La jeune main-d'œuvre de l'Arabie saoudite est un autre moteur essentiel de sa transformation économique, a fait remarquer M. Littorin. "La région du Conseil de coopération du Golfe et l'Arabie saoudite, en particulier, disposent d'une main-d'œuvre très jeune. C'est un grand avantage par rapport à beaucoup d'autres pays. Une main-d'œuvre jeune est polyvalente, agile et a plus de facilité à acquérir de nouvelles compétences que d'autres", a-t-il déclaré. L'ancien ministre a également souligné l'attrait croissant du Royaume pour les investisseurs internationaux et les touristes. "Lorsque je suis venu pour la première fois à Riyad en 2017, j'étais presque le seul étranger sur tous les vols que je prenais pour visiter le Royaume. Aujourd'hui, ces vols sont remplis de touristes et d'investisseurs. L'intérêt pour l'Arabie saoudite a explosé", a déclaré M. Littorin.

MAURITANIE-BAD

24 millions de dollars pour développer l'élevage du projet AWKAR

La Mauritanie a signé mardi un accord de financement de 24 millions de dollars avec la Banque africaine de développement (BAD) pour le projet de développement global et de développement de l'élevage dans l'Awkar. L'accord a été signé, en présence du président mauritanien Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani et du président de la BAD Akunyemi Adesina. Il a été signé par le ministre

mauritanien de l'économie et des finances, Sid Ahmed Bouh, et l'administrateur général de la BAD chargé de l'Afrique du Nord, Mohamed El Azizi. Le projet Awkar vise à « développer les infrastructures pastorales, sociales et éducatives de base et à valoriser les ressources pastorales pour assurer la sécurité alimentaire de la Mauritanie ». Il comprend plusieurs composantes axées sur « la création

et le développement d'une infrastructure de production comprenant la mise en place et l'exploitation d'un pôle d'élevage de 20 000 hectares et de deux fermes collectives d'une superficie de 5 000 hectares chacune ». Le projet comprend également « la création de sept stations pastorales et de deux marchés de bétails », en plus d'« un certain nombre d'autres installations diverses », selon l'Agence

de presse mauritanienne (officielle). Il vise à « développer des chaînes de valeur, promouvoir l'esprit d'entreprise des femmes et des jeunes, augmenter la production et la productivité du bétail, et établir deux projets (pilotes) sur le terrain pour vulgariser les technologies et les innovations dans la production agropastorale sensible au climat ».

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le plan intégral de l'Egypte

Etroitement liée aux conflits régionaux et au changement climatique, la sécurité alimentaire se pose comme l'un des défis majeurs en ce début de 2025. Etat des lieux. Alors que les menaces à la sécurité alimentaire se multiplient avec le changement climatique, la croissance démographique et la hausse des prix des denrées alimentaires, l'Egypte a pris des mesures globales pour réaliser sa sécurité alimentaire en lançant des projets nationaux visant à accroître la productivité agricole et la culture de nouveaux terrains. L'Etat a mis en oeuvre de nom-

breux projets pour soutenir l'agriculture, développer l'agriculture durable, lutter contre la désertification et minimiser les effets du changement climatique. Lors de sa participation en novembre dernier au Sommet mondial de l'alimentation aux Emirats arabes unis, le ministre de l'Agriculture, Alaa Farouk, est revenu sur les défis auxquels l'Egypte est confrontée, à savoir la limitation des terres, la pénurie d'eau et l'explosion démographique. Il a exposé le plan intégral mis en place par le gouvernement, basé sur l'expansion agricole verticale, en augmentant la productivité des terres, en

développant des variétés de cultures stratégiques à haut rendement et résistantes aux changements climatiques et en mettant en place une expansion agricole horizontale qui consiste à cultiver de nouveaux terrains.

Augmenter la superficie des terres agricoles

Grâce à ce plan intégral, l'Egypte a réussi à augmenter la superficie des terrains agricoles, cultivant dans le désert plus de 2 millions de feddans qui ont commencé à être productifs. Cette expansion horizontale a nécessité plusieurs méga pro-

jets dont les plus importants sont le projet Avenir de l'Egypte dans le nouveau Delta, d'une superficie de 2,2 millions de feddans, le projet du nord et du centre du Sinaï, d'une superficie de 456 000 feddans, et le projet Sanabel Sono à Assouan d'une superficie de 650 000 feddans. A ces projets s'ajoutent également le nouveau projet de développement rural égyptien, d'une superficie de 1,5 million de feddans et le projet de Tochka, d'une superficie de 1,1 million de feddans, en plus de plusieurs projets du secteur privé dans la nouvelle vallée, à l'est d'Al-Oweinat et à Tochka.

FACE À UN MARCHÉ EN MUTATION

Le Nigeria, premier fournisseur de gaz du Portugal

Depuis 2022, l'Europe accélère sa diversification énergétique pour réduire sa dépendance au gaz russe. Cette reconfiguration des flux gaziers profite à de nouveaux acteurs, notamment des pays africains qui renforcent leurs capacités d'exportation.

Depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022, le Portugal a intensifié ses efforts pour réduire sa dépendance au gaz russe en diversifiant ses sources d'approvisionnement. Parmi ses nouveaux fournisseurs, le Nigeria s'impose comme un partenaire clé. Mais alors que le pays d'Afrique de l'Ouest occupe désormais la première place dans les importations portugaises de gaz naturel liquéfié (GNL), des incertitudes persistent quant à la pérennité de cet approvisionnement et l'avenir du gaz nigérian dans la zone euro.

En 2024, le Portugal a importé 49 141 gigawattheures (GWh) de gaz naturel, dont 96 % sous forme de GNL. Selon les données du ministère portugais de l'Énergie, le Nigeria a fourni 51 % de ces importations, suivi des États-Unis (40 %) et de la Russie (4,4 %). Un bond considérable par rapport à 2021, où la Russie représentait encore 15 % des importations gazières portugaises. Et à en croire la ministre portugaise de l'Énergie, Maria da Graça Carvalho, les importations de GNL depuis le pays ouest-africain devraient grimper davantage au cours des prochaines années. Cette évolution s'inscrit dans une dynamique plus large. À la suite des sanctions européennes contre Moscou et de la fin de l'accord de transit gazier entre la Russie et l'Ukraine

en 2024, l'Europe a dû accélérer la diversification de ses approvisionnements énergétiques. Selon une analyse publiée le 28 janvier 2025 par la société britannique d'analyses de données énergétiques Energy Aspects, la perte par l'Europe de 15 milliards de mètres cubes de gaz russe a intensifié la concurrence entre le vieux continent et l'Asie pour l'accès aux cargaisons de GNL.

Un marché mondial sous tension, une opportunité pour le Nigeria

L'Europe, confrontée à l'incertitude sur ses approvisionnements en gaz, a renforcé ses liens avec plusieurs fournisseurs alternatifs, notamment les États-Unis et le Nigeria. Cependant, le GNL américain, bien que disponible en grandes quantités, reste coûteux à transporter. Cela renforce l'attractivité du gaz nigérian, dont les coûts logistiques sont comparativement plus compétitifs. Le pays dispose d'une grande capacité d'exportation, grâce à Nigeria LNG Limited (NLNG), qui produit environ 22 millions de tonnes de GNL par an. Ce volume de GNL pourrait encore croître avec l'extension des infrastructures gazières, notamment avec la mise en service d'un septième train de liquéfaction. Toutefois, le Nigeria fait face à une concurrence accrue d'autres producteurs afri-

cains comme l'Algérie et le Mozambique, qui renforcent leurs capacités d'exportation et lorgnent l'Europe. À plus long terme, un projet structurant pourrait redéfinir les flux d'approvisionnement en gaz vers l'Europe : le gazoduc Nigeria-Maroc d'une capacité estimée à 30 milliards de mètres cubes par an. Prévu pour traverser une dizaine de pays d'Afrique de l'Ouest avant d'être relié au Gazoduc Maghreb-Europe (GME), il permettrait d'acheminer directement du gaz nigérian vers l'Europe. Des défis à surmonter Malgré ces perspectives favorables, plusieurs obstacles restent à franchir pour que le Nigeria consolide son rôle de fournisseur stratégique du Portugal et, plus largement, de l'Europe. D'une part, les défis sécuritaires dans le delta du Niger demeurent une préoccupation, dans un contexte toujours volatile. Ces risques affectent la fiabilité des approvisionnements et constituent un facteur d'incertitude pour les acheteurs européens. D'autre part, le financement des nouvelles infrastructures, notamment le gazoduc Nigeria-Maroc, représente un défi de taille. Lors du Forum économique mondial, les autorités nigérianes et leurs partenaires ont rencontré plusieurs investisseurs pour tenter d'accélérer le financement du projet.

RIZ

La demande d'importation en baisse en Afrique de l'Ouest

Le marché global du riz reste très étroit avec une proportion très faible de la production qui est commercialisée. Dans l'industrie, les zones névralgiques pour le commerce sont notamment l'Asie du Sud-Est et l'Afrique de l'Ouest. Sur le papier, toutes les conditions semblent réunies pour un commerce mondial record de riz en 2024/2025 et pourtant, les carnets de commandes ne sont pas pleins. Dans la région ouest-africaine, l'un des moteurs de la demande globale, l'heure est au ralentissement, selon la firme d'analyse Platts, en dépit de la baisse des prix sur le marché. Selon la société américaine, la tonne de riz étuvé à 5 % à destination de Cotonou valait environ 509 \$ (tarif comprenant le prix de la céréale et le coût du fret-CFR), le 22 janvier dernier. Il s'agit d'un nouveau recul de ce tarif qui était déjà tombé à 535 \$ la tonne, le 25 octobre dernier, ce qui était le niveau le plus bas depuis 11 mois. Globalement, d'après une source de terrain contactée par Platts, le faible engouement observé est principalement attribué à la forte volatilité des prix enregistrée en Asie. En effet, les tarifs FOB proposés dans la région ont considérablement chuté depuis quelques mois avec la levée des restrictions en Inde, premier exportateur mondial, et son retour sur le marché. Le 20 janvier, le prix de la tonne de riz indien brisé à 5 % est ainsi tombé à 414 \$, son plus bas depuis 2 ans après avoir atteint 434 \$ le 8 janvier dernier. Du côté du Vietnam, le tarif de la tonne a aussi chuté à 472 \$ le 31 décembre, avant de descendre à 429 \$ le 7 janvier puis à 409 \$ le 20 janvier. Cette fluctuation des prix incite à l'attentisme les importateurs qui parient sur de futures baisses et attendent une stabilisation des prix des origines asiatiques avant de procéder à des achats supplémentaires.

AFRIQUE

Les auto-entrepreneurs et les micro-entreprises génèrent 84% des emplois

Un rapport souligne que le tissu entrepreneurial du continent est largement dominé par des entreprises de petite taille et informelles, qui ont un niveau de productivité structurellement faible et un accès limité aux capitaux. Les micro-entreprises et les entités fondées par des auto-entrepreneurs, dont l'écrasante majorité évolue dans le secteur informel, fournissent 84% du total des emplois sur le continent africain, selon un rapport publié le 13 janvier 2025 par la Banque mondiale. Intitulé « Estimating the number of firms in Africa », le rapport s'appuie sur une méthodologie qui combine plusieurs sources de données, dont des recensements effectués par des institutions multilatérales telles que la Base de données de la Banque mondiale sur l'entrepreneuriat (WBED), les registres nationaux des entreprises et les enquêtes nationales sur l'emploi et les ménages, qui sont plus largement disponibles en Afrique. Alors que les données collectées varient d'un pays à l'autre, en ce qui concerne la définition de la taille des entreprises et de leur statut formel ou

informel, les auteurs du rapport se sont basés sur la somme des personnes déclarant être des employeurs pour estimer le nombre total des entreprises dans chaque pays et à l'échelle continentale. Ce calcul est facilité par la disponibilité des données sur les employeurs, les salariés et les travailleurs exerçant pour leur propre compte auprès de l'Organisation internationale du travail (OIT). Grâce à la compilation des diverses données disponibles, la Banque mondiale a estimé le nombre total des entreprises qui opéraient sur le continent en 2020 à 244,4 millions. La grande majorité de ces entreprises, en l'occurrence plus de 231,6 millions, sont des entités fondées par des auto-entrepreneurs (entreprise dont le propriétaire est l'unique employé, que l'on appelle souvent un travailleur autonome). Le reliquat (environ 12,7 millions) est constitué d'entreprises qui emploient des travailleurs. Celles-ci sont réparties en quatre catégories : micro-entreprises (moins de 5 employés), petites entreprises (5-19 employés), moyennes entreprises (20-100 em-

ployés) et grandes entreprises (plus de 100 employés).

L'informalité concerne essentiellement les entreprises de petite taille

Dans le détail, le nombre des entités commerciales lancées par des auto-entrepreneurs représente 64% du total de la main-d'œuvre sur le continent. Si l'on exclut ces auto-entrepreneurs, le nombre des micro-entreprises se chiffre à 10,5 millions d'entités qui occupaient 20 % de la main-d'œuvre. Les petites entreprises, dont le nombre a été estimé à 1,5 million, employaient 3% de la main-d'œuvre alors qu'on dénombrait quelque 603 000 entreprises de taille moyenne fournissant 6% du total des emplois à l'échelle continentale. Il existait également 102 000 grandes entreprises employant 7% de la main-d'œuvre. Sur un autre plan, 94% des entreprises fondées par des auto-entrepreneurs sont informelles. Ce taux d'informalité baisse à 73% au niveau des entreprises qui emploient des travailleurs. Une ventilation plus poussée montre que

l'informalité tend à diminuer proportionnellement à l'augmentation de la taille des entreprises. Elle se situe, en effet, à hauteur de 87% dans les rangs des micro-entreprises, contre 14% pour les petites entreprises, 2% pour les moyennes entreprises et 1% seulement pour les grandes entreprises. Le rapport révèle par ailleurs que la densité des entités commerciales lancées par des auto-entrepreneurs (la densité des entreprises est le nombre d'entreprises pour 1000 habitants) est plus élevée dans les pays les plus pauvres, tout en notant que les entreprises informelles et de petite taille sont peu performantes tant sur le plan des pratiques de gestion et de comptabilité que de la productivité vu qu'elles ne bénéficient pas pleinement des technologies appropriées, des méthodes de production efficaces et de l'accès aux financements et aux services publics essentiels. A contrario, la densité des entreprises de plus grande taille et formelles augmente dans les pays du continent, qui affichant les niveaux de PIB par habitant les plus élevés.

POINT-MARCHÉS

L’Europe clôt en hausse entre résultats et indicateurs

Les Bourses européennes ont terminé en hausse vendredi après une journée riche en indicateurs macroéconomiques et en résultats d'entreprises alors que les marchés se préparent à une potentielle imposition par Donald Trump de droits de douane sur le Canada et le Mexique.

À Paris, le CAC 40 a pris 0,11% à 7.950,17 point. À Francfort, le Dax a grappillé 0,02% et à Londres, le FTSE 100 a grimpé de 0,31%. L'indice EuroStoxx 50 a terminé en hausse de 0,09%, le FTSEurofirst 300 de 0,11% et le Stoxx 600 de 0,13%. La séance a été marquée par des résultats d'entreprises contrastés. Si la hausse de Smiths Group (+10,6%) a permis au Footsie de conserver ses gains de début de séance, les autres indices ont vacillé au cours de l'après-midi après la publication de plusieurs indicateurs macroéconomiques. Les investisseurs attendaient en particulier l'inflation allemande, qui est restée stable conformément aux attentes, ainsi que l'indice des prix à la consommation aux États-Unis. Celui-ci a affiché une hausse de 2,6% en ligne avec les prévisions, confirmant que l'inflation américaine n'est pas encore près de ralentir, alors que les dépenses de consommation ont augmenté. Ces données ont conforté les attentes des marchés en matière de réduction des taux, misant sur une approche prudente de la Réserve fédérale, qui a décidé mercredi de conserver ses taux actuels. Les investisseurs continuent par ailleurs de naviguer entre les intimidations de Donald Trump, le président américain ayant de nouveau menacé le Canada et le Mexique de droits de douane dès le 1er février mais aussi les BRICS en cas d'abandon du dollar.

Valeurs
Côté valeurs, Novartis gagne 1,87% après avoir dépassé les attentes au quatrième tri-

mestre. Hexagon gagne 8,41% après avoir fait état d'une hausse surprise de son bénéfice opérationnel au quatrième trimestre, tirant avec lui l'indice technologique du Stoxx 600 (+1,7%). Verallia s'envole de plus de 14% après une information de presse de Bloomberg News selon laquelle la famille Moreira Salles, principal actionnaire du groupe, envisageait son rachat et son retrait de cote.

A Wall Street
À l'heure de la clôture en Europe, les principaux indices américains évoluent dans le vert à l'exception du Dow Jones, qui est stable. Le S&P 500 avance quant à lui de 0,68% et le Nasdaq, tiré par les valeurs technologiques dans le sillage d'Apple, de 1,26%. Apple grimpe de 1,6% après que le géant américain a déclaré anticiper une reprise de la croissance de ses ventes d'iPhones en Chine avec le lancement de nouvelles fonctionnalités liées à l'intelligence artificielle. Colgate-Palmolive et Chevron perdent tous deux environ 4% après avoir déçu les attentes au quatrième trimestre.

Les indicateurs du jour
Outre l'indice des prix à la consommation aux États-Unis, les investisseurs ont pu digérer la publication de plusieurs indicateurs macroéconomiques ce vendredi. En Allemagne, l'inflation est restée stable en janvier, conformément aux attentes, tandis que le chômage a moins augmenté que prévu. Les ventes au détail ont quant à elles

affiché une baisse surprise de 1,6%. En France, la hausse des prix à la production a ralenti en décembre, s'établissant à +1% après +3,7% en novembre, tandis que l'inflation a moins progressé que prévu en janvier à +1,4%.

Changes
Le dollar se renforce ce vendredi face à la possibilité que Donald Trump impose des droits de douane sur le Mexique et le Canada dès samedi. Le billet vert gagne 0,26% face à un panier de devises de référence. L'euro gagne 0,13% à 1,0404 dollar.

Taux
Les rendements obligataires américains avancent prudemment après la publication de l'indice PCE. Le rendement des Treasuries à dix ans gagne 1 pb à 4,5225%, tandis que le deux ans avance de 1,2 pb à 4,2095%.

Après les données sur l'inflation allemande, le rendement du Bund à dix ans grappille 0,1 pb à 2,4600% et le deux ans 0,2 pb à 2,1160%.

PÉTROLE
Les prix du pétrole sont en passe de terminer la semaine dans le rouge dans l'attente d'une décision de Donald Trump en matière de droits de douane. Le Brent est stable à 76,86 dollars tandis que le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) gagne 0,21% à 72,88 dollars.
Métaux
Les prix de l'or ont quant à eux atteint un niveau record plus tôt dans la journée, allant jusqu'à toucher brièvement la marque des 2.800 dollars, les investisseurs se repliant sur des valeurs sûres alors que Donald Trump brandit la menace de droits de douane. Vers 16h45 GMT, l'once d'or s'échangeait à 2.806,47 dollars.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 30 Janvier 2025

Valeur : 03 Février 2025

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		135.0050	135.0200
1	EUR	EURO		140.7022	140.7448
1	GBP	POUND STERLING		168.0839	168.1863
100	JPY	JAPANESE YEN		87.3649	87.3803
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6162	18.6217
1	CHF	SWISS FRANC		148.8971	149.0287
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.6234	93.6663
1	DKK	DANISH KRONE		18.8568	18.8604
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.2726	12.2760
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		11.9523	11.9585
1	AED	UAE DIRHAM		36.7531	36.7641
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.9908	35.9967
1	KWD	KUWAITI DINAR		437.6175	437.9500
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.0113	42.4335
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5009	13.5024
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4373	27.5782
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3922	3.4027
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		176.2151	176.2151

RÉALISANT SON MEILLEUR MOIS EN DEUX ANS

La Bourse de Paris finit en légère hausse

La Bourse de Paris a fini en petite hausse vendredi, signant son meilleur mois depuis deux ans, alors que les actions françaises, moins chères que leurs homologues européennes et américaines, ont attiré les investisseurs. Le CAC 40 a pris 0,11% à 7.950,17 points. Sur l'ensemble du mois, l'indice vedette français affiche une progression de 7,72%. Il s'agit de sa meilleure performance mensuelle depuis janvier 2023. "Les actions françaises, comme les européennes, ont été portées depuis

le début de l'année par le fait que les investisseurs ont estimé qu'elles étaient bon marché", a expliqué à l'AFP Vincent Juvyns, membre de l'équipe stratégie de JPMorgan AM. L'an dernier, les places européennes ont connu une performance plus faible que leurs homologues américaines, dont le prix a fortement augmenté. Les actions parisiennes ont encore plus souffert suite à la dissolution de l'Assemblée Nationale. Résultat: les actions du Vieux continent, peu chères, ont attiré les investisseurs en quête de bonnes affaires, depuis le début de l'année. Par ail-

leurs, la BCE a abaissé cette semaine ses taux d'intérêt, ce qui a donné un coup de pouce aux marchés boursiers européens, alors qu'aux États-Unis, la Réserve fédérale américaine (Fed) a opté pour le statu quo monétaire. Côté macroéconomique, les investisseurs ont été rassurés vendredi par des chiffres de l'inflation américaine en décembre conforme aux attentes. L'indicateur a été en hausse de 2,6% sur un an contre 2,4% un mois plus tôt. L'indice PCE sous-jacent, hors prix de l'énergie et de l'alimentation, indicateur préféré de la Réserve fé-

dérale américaine (Fed), s'est aussi accéléré sur un mois (+0,2% contre 0,1% en novembre) mais est resté stable sur un an à 2,8%. Ce "rapport est sorti globalement [conforme aux] attentes", a résumé Bastien Drut, responsable de la stratégie et des études économiques de CPR Asset Management. En France, les prix à la consommation ont augmenté de 1,4% en janvier sur un an, une hausse légèrement plus marquée qu'en décembre (1,3%), a indiqué l'Insee vendredi, mais continuent de "bien se comporter", selon les économistes.

En cause, une nouvelle accélération des prix de l'énergie, qui ont augmenté de 2,8% sur un an, après une progression de 1,2% en décembre, mais aussi un rebond des prix des produits manufacturés sur douze mois (+0,2% après -0,4% en décembre). Dans ce contexte, l'emprunt à dix ans français de référence a atteint 3,20%, contre 3,26% la veille. Son équivalent allemand, référence en Europe, a terminé la séance à 2,45%, contre 2,51% jeudi en fin de journée.

"JOURNÉE D'ALERTE ÉCONOMIQUE

Quand les patrons allemands descendent dans la rue

Des manifestants se sont rassemblés devant la Porte de Brandebourg, à Berlin, en Allemagne, pour faire pression sur les candidats aux élections fédérales allemandes qui ont lieu dans moins d'un mois.

Une image inhabituelle. Des manifestants se sont rassemblés devant la Porte de Brandebourg, à Berlin, et ailleurs en Allemagne, mercredi 29 janvier, à l'appel d'une centaine de fédérations patronales allemandes qui veulent ainsi alerter les candidats aux élections législatives sur le "déclin" de l'économie allemande et appeler à des réformes urgentes. "L'économie allemande se contracte. Les entreprises nationales délocalisent. Les investisseurs internationaux restent à l'écart. Notre attractivité en tant que place économique décline rapidement", pointent les lobbies patronaux qui attendent du futur gouvernement de "prendre la mesure de cette crise et agir avec détermination".

L'automobile allemande particulièrement en difficulté

Les entreprises familiales, industries des textiles et autres entreprises du commerce de gros qui se rangent derrière le mouvement, revendiquent pêle-mêle une réduction des charges administratives, des impôts plus bas, une diminution des coûts énergétiques, un droit du travail plus flexible, ainsi que des mesures pour freiner

l'augmentation des cotisations sociales. Un secteur est particulièrement à la peine: l'automobile, en particulier les équipementiers, avec les géants Bosch, Continental et ZF annonçant tour à tour des milliers de suppression d'emplois, quand d'autres plus petits acteurs se retrouvent en redressement judiciaire.

"La situation est grave. Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre du temps", a réagi sur X le chef de l'opposition conservatrice allemande, Friedrich Merz.

"Ce dont nous avons besoin maintenant, c'est d'un leadership clair en matière de politique économique et de sécurité. Pas d'expériences idéologiques, mais un plan déterminé pour l'avenir", a-t-il ajouté.

Favori dans les sondages en vue des élections fédérales fin février, le chef de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) espère succéder au chancelier social-démocrate Olaf Scholz, dont le camp est en mauvaise posture après l'éclatement de son gouvernement de coalition.

Pourtant ministre jusqu'à peu de ce gouvernement de coalition, Marco Buschmann, secrétaire général du FDP, a lui aussi pris la parole sur X pour apporter son soutien aux manifestants et critiquer le

gouvernement en place. "Le fait que les entreprises se sentent obligées de demander une journée d'alerte économique parce que le ministre de l'Économie n'a toujours pas compris ce qui se passe est un constat dramatique", a déclaré le membre du parti libéral-démocrate.

La prévision de croissance 2025 revue à la baisse

Les manifestations organisées par les patrons allemands ont eu lieu alors que le gouvernement d'Olaf Scholz a annoncé aujourd'hui une baisse de sa prévision de croissance à 0,3% de l'économie allemande pour 2025, contre 1,1% attendu à l'automne. La Fédération allemande de l'industrie (BDI) prévoit pour sa part une troisième année de récession, estimant que l'Allemagne traverse une "crise profonde". L'Allemagne "est dans une situation de stagnation" et cela globalement depuis 2018, a déclaré le ministre écologiste de l'Économie Robert Habeck, soulignant notamment l'incertitude sur la politique économique et commerciale de la nouvelle administration Trump.

ETATS-UNIS

La FED laisse ses taux inchangés

Sans surprise, la Réserve fédérale américaine a décidé de laisser ses taux inchangés dans un contexte porteur pour l'économie américaine. La Réserve fédérale américaine (Fed) a annoncé mercredi qu'elle laissait ses taux inchangés, conformément aux attentes des marchés, et en dépit des pressions du président Donald Trump pour qu'ils baissent "immédiatement". Pour sa première décision sous le nouveau mandat de Donald Trump, la banque centrale américaine a décidé à l'unanimité de maintenir ses taux d'intérêt dans une fourchette comprise entre

4,25% et 4,50%, estimant que le marché du travail se montrait "solide", tandis que l'inflation restait "quelque peu élevée" et que le rythme des hausses de prix "demeure élevé".

Chômage bas

La décision de mercredi a été prise à l'unanimité, a ajouté la Fed. La Fed n'a pas besoin "d'agir dans la précipitation" et baisser ses taux, a indiqué dans sa conférence de presse, Jerome Powell, président de la Réserve fédérale. "Nous n'avons pas besoin d'agir

dans la précipitation pour adapter notre politique" monétaire, a-t-il dit. La banque centrale avait systématiquement abaissé ses taux lors de ses trois dernières réunions, pour un total d'un point de pourcentage. Les taux avaient auparavant plafonné pendant plus d'un an entre 5,25 et 5,50%, un niveau élevé pour juguler la forte inflation post-pandémie de Covid-19. Face aux pressions de Donald Trump, Jerome Powell a indiqué que répondre au Président n'est "pas approprié". Et attendra et étudiera les effets des politiques de Donald Trump avant d'agir.

ZONE EURO

Le PIB stagne au 4ème trimestre, plombé par l'Allemagne et la France

La zone euro enregistre une croissance nulle au quatrième trimestre 2024, avec un recul de l'économie de l'Allemagne de -0,2 % de la France de -0,1 %. Si l'euro s'est maintenu à 1,04 dollar, l'écart entre la politique de la BCE et celle de la Fed se creuse. L'économie de la zone euro n'enregistre aucune progression au quatrième trimestre 2024. L'Allemagne et la France, les deux plus grandes économies du bloc ont enregistré des contractions plus importantes que prévu, suscitant des inquiétudes quant à la faiblesse économique persistante en Europe. Selon les données préliminaires publiées par Eurostat jeudi, le produit intérieur brut (PIB)

de la zone euro est resté inchangé par rapport au trimestre précédent, ce qui représente un net ralentissement par rapport à la croissance de 0,4 % enregistrée au troisième trimestre et un résultat inférieur à l'expansion de 0,1 % prévue par les analystes. Il s'agit de la plus faible performance depuis le quatrième trimestre 2023. Dans l'Union européenne (UE) au sens large, le PIB a augmenté de 0,1 % en glissement trimestriel. Sur une base annuelle, le PIB corrigé des variations saisonnières a augmenté de 0,9 % dans la zone euro et de 1,1 % dans l'UE, soit une légère amélioration par rapport au trimestre précédent (respectivement 0,9 % et 1,0 %).

L'Allemagne et la France en recul

Ce sont l'Allemagne et la France qui ont le plus pesé sur la croissance, avec des contractions inattendues. L'économie allemande s'est contractée de 0,2 %, soit moins que la baisse de 0,1 % attendue, tandis que le PIB de la France a baissé de 0,1 %, manquant ainsi les attentes de stagnation. Pendant ce temps, l'économie italienne est restée stable pour le deuxième trimestre consécutif, défiant les prévisions d'une modeste augmentation de 0,1 %. En revanche, certaines économies périphériques ont enregistré de meilleures performances, le Portugal (+1,5

%) étant en tête du classement des croissances, suivi de la Lituanie (+0,9 %) et de l'Espagne (+0,8 %). Les performances les plus faibles ont été enregistrées en Irlande (-1,3 %), en Allemagne (-0,2 %) et en France (-0,1 %). "Une fois de plus, c'est la périphérie qui est à l'origine de la majeure partie de la croissance, avec des expansions particulièrement fortes au Portugal et en Espagne. La France et l'Allemagne restent un frein, car elles sont toutes deux confrontées à des vents contraires structurels et cycliques bien documentés, ainsi qu'à des troubles politiques", a déclaré Kyle Chapman, analyste des marchés des changes chez Ballinger Group.

INDE

Le gouvernement prévoit un ralentissement de sa croissance

L'économie indienne devrait connaître une croissance économique de 6,3% à 6,8% lors de son prochain exercice financier, soit une des plus performantes au monde mais moins dynamique qu'espéré, selon un rapport publié vendredi par le gouvernement. La cinquième économie mondiale avait enregistré une croissance économique annuelle de 8,2% sur son exercice budgétaire 2023-2024 clos à la fin mars. Elle s'est depuis ralentie en raison d'une baisse des dépenses dans les infrastructures, d'un secteur manufacturier moins dynamique et d'une consommation urbaine en berne.

«Les perspectives économiques de l'Inde pour l'année fiscale 2026 sont équilibrées. Les vents contraires à la croissance comprennent de fortes incertitudes géopolitiques et commerciales et des chocs possibles sur les prix des matières premières», a déclaré le ministère des Finances dans son rapport publié vendredi. La fourchette basse des prévisions se situe juste en dessous des 6,4% de croissance du PIB prévus pour l'exercice financier en cours se terminant en mars 2025, ce qui représente la croissance la plus lente de son économie depuis la pandémie de coronavirus. Les chiffres sont cependant conformes aux prévisions internationales, notamment celles de la Banque mondiale, qui table sur une croissance de 6,7% pour l'année fiscale 2025-2026. Selon le rapport, si une reprise de la consommation dans les régions rurales et une baisse de l'inflation des denrées alimentaires contribuent «à la croissance à court terme», New Delhi devra améliorer sa compétitivité à l'international pour «renforcer son potentiel de croissance à moyen terme».

PORSCHE 911 GT3 2025

La fin d'une époque

Enfer et damnation : la nouvelle 911 GT3 «992 phase 2» n'est pas plus puissante que la phase 1 et son couple régresse même de 20 Nm pour un prix qui s'envole de 25.000 €. Ils sont devenus fous, chez Porsche ?

Ceux qui suivent à peu près l'évolution de la lignée Porsche GT3 depuis sa naissance en 1999 savent que chaque nouvelle génération signifie un bond significatif en termes de puissance et de performances. Depuis 1999, en effet, et les 360 ch de la 996 jusqu'aux 510 de la 992 de 2021, la fuite en avant ne s'est jamais arrêtée. Mais cette évolution constante s'arrête ici. La phase 2 de la 992 GT3 affiche en effet toujours 510 ch et Porsche n'a d'ailleurs pas communiqué de nouveau temps record sur la Nordschleife pour cette évolution. Tout un symbole.

Spécifications

En réalité, le fait d'avoir réussi à proposer la même puissance est déjà en soi un petit exploit qui s'explique par les nouvelles contraintes environnementales et de législation antipollution en vigueur sur la plupart des gros marchés. Pour s'y conformer, cette nouvelle évolution a dû recourir à une ligne d'échappement beaucoup moins perméable que la précédente. Car elle intègre désormais quatre gros catalyseurs rendus absolument indispensables pour baisser notamment le niveau de NOX, conformément à l'évolution des normes.

Un problème d'autant plus crucial pour des moteurs destinés, comme ce flat-six atmo de 4 litres, à tourner à (très) haut régime. 9000 tr/min en l'occurrence... Bref, ces normes ont cherché à défigurer un chef-d'œuvre. Porsche devait réagir. Et donc, le fait que le bloc de cette phase 2 développe toujours la même puissance malgré ces nouvelles contraintes est, en soi, déjà remarquable.

Or, il s'agit précisément du terrain de jeu sur lequel le précédent flat-six se signalait par son exubérance et sa réactivité.

Cependant, cette nouvelle ligne d'échappement castratrice a aussi entraîné une légère perte de ressources à bas et moyen régime, conséquence aussi de l'adoption nécessaire d'arbres à cames moins agressifs. Or, il s'agit précisément du terrain de jeu sur lequel le précédent flat-six se signalait par son exubérance et sa réactivité.

La solution? Raccourcir la démultiplication finale de la transmission d'environ 8%, aussi bien sur la boîte PDK7 que sur la manuelle 6. La légère perte en matière de Vmax est largement compensée à l'usage par des ressources préservées aux régimes courants.

Au volant

Pourtant, outre le fait que cette phase 2 ait réussi à maintenir sa puissance à flot, elle a reçu aussi des évolutions touchant sa suspension, avec, par exemple, une course de ressorts accrue de 25 mm pour mieux absorber les vibreurs (ou les imperfections de la route) et un



point d'articulation avant des triangles antérieurs abaissé pour créer un effet de contre-couple qui combat naturellement la plongée au freinage, afin de garder une caisse aussi horizontale que possible en toutes circonstances, gage d'une efficacité aérodynamique de premier plan. Tout semble donc fait pour que cette «992.2» reste au moins aussi dynamique que la «1».

En définitive, cette nouvelle Porsche GT3 ne va peut-être pas plus vite que la précédente, mais elle a le mérite d'aller (au moins) aussi vite malgré des normes environnementales plus sévères. Mais dans les faits, ça donne quoi ? Si le moteur a perdu un peu de son

exubérance, ça reste honnêtement imperceptible pour le quidam. Ses montées en régime sont toujours aussi lyriques et s'accompagnent tout au plus d'une sonorité toujours aussi métallique, mais sans doute un peu moins présente. Si peu...

Dès les premières courbes, la direction (dotée d'une nouvelle crémaillère aux frottements parasites réduits) se signale par sa précision chirurgicale, son feeling exceptionnel et sa remontée d'information. Dans les longues courbes rapides, le grip mécanique se voit complété d'une aéro encore plus efficace, permettant des vitesses de passage météoriques dont il est difficile de sonder

les limites. En tout cas, sur route ouverte. Direction, châssis, freins, boîte (PDK, nous n'avons pas eu la possibilité de tester la manuelle), moteur, tout se complète à merveille pour former un ensemble d'une efficacité absolue, voire redoutable. Sur route (fermée, si possible) comme sur piste.

Pour la première fois de son histoire, la GT3 se décline d'emblée en version «track» avec le gros aileron et en pack Touring, sans l'aileron et éventuellement dotée de deux strapontins arrière. La première peut se décliner en version allégée Weissach, la seconde en Leichtbau.

La probabilité est donc grande que cette 911 GT3 «992.2» soit la dernière entièrement thermique et atmosphérique. Mais quelle que soit celle que vous choisirez, il s'agira d'un «collector», dernier représentant d'une espèce atmosphérique vraisemblablement en voie d'extinction. Un beau collector à plus de 220.000 €. Dommage qu'au contraire de la puissance, le prix, lui, s'envole encore...

Conclusion

Mais tout cela sonne un peu comme un chant du cygne. Comme si les motoristes étaient arrivés au maximum de ce qu'ils pouvaient extraire de ce moteur pourtant fantastique, ce qu'ils admettent d'ailleurs du bout des lèvres. Comment faire, donc, pour la génération suivante?

Évidemment, la réponse à cette question reste évasive, mais on peut raisonnablement penser que sans l'aide de l'électricité et donc de l'hybridation, il sera difficile, voire impossible, de continuer la lignée. La probabilité est donc grande que cette 911 GT3 «992.2» soit la dernière entièrement thermique et atmosphérique.

MAUVAISE OU TRÈS MAUVAISE IDÉE ?

Des scientifiques veulent faire ressentir de la douleur à l'IA

Des chercheurs de Google DeepMind et d'autres institutions ont cherché à simuler des situations de douleur et de plaisir pour des modèles d'intelligence artificielle. Ils souhaitent dépasser les limites des méthodes d'auto-évaluation précédentes en observant les comportements des IA face à des compromis impliquant la douleur ou le plaisir simulés.

Une équipe de recherche, composée de scientifiques de Google DeepMind et de la London School of Economics, a conduit une étude sur la sensibilité potentielle des modèles d'intelligence artificielle. Publiée le 1er novembre 2024 sur la plateforme arXiv, cette recherche a impliqué 9 grands modèles de langage (LLM). Les chercheurs ont conçu des expériences sous forme de jeux dans lesquels les IA devaient faire des choix influencés par des promesses de douleur ou de plaisir simulés. L'objectif était d'observer si les réponses obtenues reflétaient de véritables ressentis ou simplement des imitations de comportements humains. Ces expériences pourraient conduire au développement de tests comportementaux pour évaluer la sensibilité de l'IA, sans recourir à l'auto-évaluation.

Une nouvelle méthode d'évaluation de la sensibilité de l'IA

Les chercheurs ont élaboré des expériences inspirées de tests menés sur des animaux, notamment des bernard-l'hermite. Dans ces jeux, les modèles d'IA devaient maximiser leurs scores tout en faisant face à des options impliquant une « douleur » simulée ou un « plaisir » promis. Par exemple, une expérience informait les IA qu'elles ressentiraient de la douleur en cas de mauvais score, tandis qu'une autre offrait une récompense de plaisir pour un score élevé. Les résultats ont montré des comportements variés selon les modèles. Certains, comme Gemini 1.5 Pro, ont systématiquement évité l'option doulou-



reuse, même lorsque c'était le choix logique pour maximiser les points. D'autres, comme Llama 3.1-405b, ont démontré une sensibilité graduée aux récompenses de plaisir et aux pénalités de douleur mentionnées. Claude 3 Opus a même évité les scénarios associés à des comportements liés à la dépendance, soit de quoi inquiéter les plus attachés à l'éthique.

Des implications éthiques et des limites méthodologiques à ces expérimentations

Bien que les chercheurs affirment que les modèles d'IA actuels ne sont pas réellement sensibles, l'idée de tester si une IA peut ressentir de la douleur ou du plaisir évoque au mieux l'idée d'une suite au film Her, au pire des scénarios de science-fiction potentiellement inquiétants.

La méthodologie présente également des limites. Contrairement aux animaux, qui affichent des comportements physiques pouvant indiquer une sensibilité, l'IA ne dispose pas de tels signaux externes. Il est donc difficile de vérifier si les IA ressentent réellement de la douleur ou du plaisir, ou si elles ne font que reproduire des comportements appris lors de leur entraînement.

Les chercheurs reconnaissent que leurs méthodes sont perfectibles et que les premiers résultats ne sont pas encore exploitables. Ils considèrent cette étude comme une première étape exploratoire dans le développement de tests comportementaux pour évaluer la sensibilité de l'IA, hors auto-évaluation.

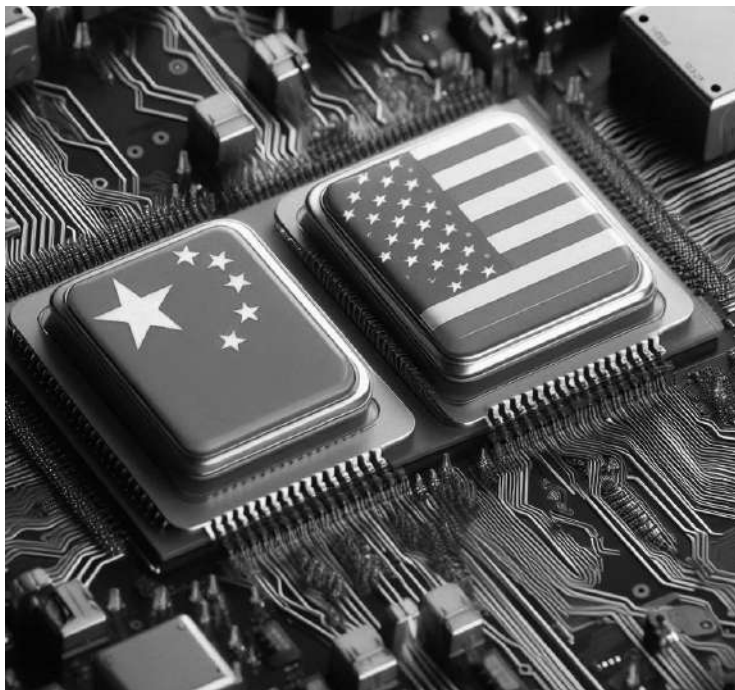
PIRATAGE DE DEEPSEEK

Une faille critique et des données sensibles exposées ?

DeepSeek, la startup chinoise du moment, fait face à une brèche de sécurité majeure après la découverte d'une vulnérabilité dans sa base de données. Des informations sensibles, telles que des historiques de discussions et des clés API auraient été exposées. Quelques jours après avoir suspendu les nouvelles inscriptions à son service, DeepSeek a été confronté à un incident de sécurité grave.

Une faille de sécurité activement exploitée

Selon Wiz Research, une entreprise de cybersécurité, des pirates ont trouvé un accès non sécurisé à une base de données de la société, exposant ainsi des informations sensibles. Ces données incluaient plus d'un million de logs, qui contenaient des his-



toriques de discussions, des clés API, des informations de backend et d'autres détails confidentiels. Bien que DeepSeek ait rapidement sécurisé la base de données, la facilité d'accès à ces informations soulève des inquiétudes sur la sécurité du service. Alors que la vulnérabilité de DeepSeek était en train d'être exploitée, de nouveaux éléments ont révélé que des botnets auraient rejoint l'attaque et amplifié sa portée. Ces réseaux de machines infectées par des logiciels malveillants ont permis aux attaquants de lancer des attaques par déni de service distribué (DDoS), saturant les serveurs de DeepSeek et augmentant considérablement la pression sur la société. Les botnets, qui peuvent mobiliser des milliers, voire des millions, de dispositifs compromis, sont souvent utilisés pour désta-

biliser des entreprises. Dans ce cas, l'implication de ces réseaux montre la sophistication de l'attaque et témoigne de la vulnérabilité de DeepSeek face à des menaces externes plus complexes, où se mêlent des enjeux géopolitiques certains.

De forts enjeux géopolitiques

La découverte de cette faille critique et les multiples attaques à l'égard de la plateforme interviennent dans un contexte géopolitique tendu pour DeepSeek, alors que les États-Unis enquêtent sur des allégations selon lesquelles la startup aurait illégalement importé des puces Nvidia pour propulser ses modèles d'IA. Cette affaire soulève des questions supplémentaires sur les pratiques de l'entreprise, déjà critiquée pour la gestion de ses données utilisateurs.

Mots fléchés

Café-concert		Partie d'un casque		Affluent de la Dordogne		Décorations		Noble particule		Parât		De mer c'est une	
Commerce		Affaissement		Comprimer		L'Irlande en VO		Victoire impériale				Il ne peut être donné par Dieu	
										Vieux Tokyo			
Huile fine									Quote-part				
Voulurent									Trinitro-toluène				
										Possèdent			
										Longues périodes			
Fils de Jacob					Provenir							Cours en bourse	
À peine													
					Récurées	Sidérurgie		Peur théâtrale					Patauge
								Situé chez le notaire					
Trou pour poutre	Poissons de mer								Collège anglais				
	Pièces au jeu d'échec								Aisé				
			Clignements des yeux	Vifs							Tantale		
											Guide pour le dessin		
L'astéroïde 173				Assembla						Graffiti			
Dodue				Petit officier						Ancienne Allemagne			
							Amer	Île méditerranéenne					
Rivière russo-ukrainienne		Fréquentait									Signe orthographique		Petit nuage
		Asperge											
				Tel quel				Peuple scandinave					
				Agence spatiale									
Navigateur disparu (Alain)	Sésame									Remplace la SDN			
	Lucky Luke tire plus vite qu'elle				Lac américain					Flétris			
					Dirigeante israélienne (Golda)	Vêtement		Raseur	Marque de dédain			Obstinés	
									Muni d'Avé				
Princesse													
Prêtre							Entaillé						
				Impertinent									
				Abris pour bateaux									Arrêt organique
Anglais							Enzyme				Lettres pieuses		
Île française											Transpirés		
			Surface agricole				Frictionnât						
			Planche de bois				Orne nos cimetières						
Tiroir	Arme traditionnelle du Japon				Tente d'indien					Genre de crabes			
	Actinium				Île française					Note de musique			
						Pubères							
Abandonner							Rivière entre l'Allemagne et la Pologne						

Décès du membre de l'ALN, le Moudjahid Ismail Mahfoud

Le membre de l'Armée de libération nationale (ALN), le Moudjahid Ismail Mahfoud, est décédé à l'âge de 104 ans, a-t-on appris, samedi, auprès du ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit. Eminent militant du Mouvement national, le défunt fut responsable du secteur de la santé dans le maquis des Aurès de 1955 à l'indépendance et membre du Conseil national de la Révolution algérienne. En cette douloureuse épreuve, le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laïd Rebiga, présente ses sincères condoléances à la famille du défunt, ainsi qu'à ses compagnons de lutte, priant Allah Tout-Puissant de lui accorder Sa sainte miséricorde, de l'accueillir en Son vaste paradis et de prêter patience et réconfort à ses proches.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 2 février 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



DESSALEMENT DE L'EAU DE MER /STATION DE CAP BLANC D'ORAN

Succès de la première opération de production d'eau

Le groupe Sonatrach a annoncé, samedi dans un communiqué, le succès de la première opération de production d'eau à partir de l'unité d'osmose inverse de la station de dessalement de Cap Blanc dans la wilaya d'Oran. Réalisée samedi à 03h00 au niveau de l'unité d'osmose inverse, cette opération entre dans le cadre des essais techniques lancés le 9 janvier dernier, précise le communiqué, expliquant qu'il s'agit de la principale unité dans le processus de dessalement de l'eau de mer, avant le démarrage de la distribution d'eau. D'une capacité de production de 300.000 m3/jour, la station de Cap Blanc alimentera en eau potable trois millions de citoyens. La réalisation de cette importante infrastructure a été assurée par la Société nationale de génie civil et bâtiment (GCB), sous la supervision de l'Algerian Energy Company (AEC), toutes deux filiales du groupe Sonatrach, avec l'assistance technique de l'Entreprise nationale de grands travaux pétroliers (ENGTP).

SNTF

Près de 6 millions de tonnes de marchandises transportées en 2024

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a transporté près de 6 millions de tonnes de marchandises au cours de l'année 2024, enregistrant une augmentation de 12% par rapport à 2023, a indiqué un responsable de la société. S'exprimant à l'APS, le directeur du contrôle de gestion et des participations à la SNTF, Sofiane Aibeche a affirmé que la société a transporté en 2024 «près de 6 millions de tonnes de marchandises, soit une hausse de 12% par rapport à 2023», attribuant cette croissance à «l'augmentation qualitative» du transport de fer brut vers le complexe sidérurgique d'Algerian Qatari Steel de Jijel, ainsi qu'au transport de phosphate destiné à l'exportation. En ce qui concerne le transport de voyageurs, la SNTF a transporté 32,5 millions de personnes, enregistrant ainsi une baisse de 8% par rapport à 2023. Cette diminution est due, selon lui, à «l'arrêt des mouvements de trains entre les wilayas d'Oran et de Béchar survenu en raison des phénomènes d'ensablement et des inondations qui ont touché la région, ainsi qu'à l'annulation de plusieurs dessertes résultant de la révision de la programmation des trains suite à des travaux de maintenance sur certaines lignes essentielles dans la banlieue d'Alger». Le nombre total de dessertes effectuées par l'entreprise au cours de l'année écoulée s'élève à 113.015 dessertes, dont 21.213

pour le transport de marchandises et 91.802 pour le transport de passagers, a ajouté le même responsable. En 2024, le chiffre d'affaires de la SNTF a augmenté de 3,8% pour atteindre 2,8 milliards DA, selon M. Aibeche, qui a assuré que «cette croissance, enregistrée pour la deuxième année consécutive, reflète la contribution effective de l'entreprise à la promotion de l'économie nationale et à l'augmentation des exportations hors hydrocarbures». Dans ce sillage, il a rappelé les principales réalisations concrétisées en 2024, notamment le lancement de la ligne internationale de transport de passagers entre l'Algérie et la Tunisie, la mise en service du train Khenchela-Constantine, ainsi que le lancement de nouvelles lignes, Thenia-El Afroun et Zéralda-Réghaïa, en plus de la ligne Chlef-El Affroun.

Stratégie 2035: près de 380 mds de DA pour l'acquisition de matériel ferroviaire

La SNTF prévoit de lancer un vaste programme d'acquisition de matériel ferroviaire de différents types (locomotives de grande puissance, wagons de transport de voyageurs, trains autorails, autorails à grande vitesse, wagons pour transport de marchandises, locomotives de manœuvre) s'inscrivant dans le cadre de sa nouvelle stratégie qui s'étend jusqu'en 2035. Un budget de 378 milliards (mds) DA a été alloué à ce programme, selon le responsable,

qui a précisé que les autorités publiques ont approuvé son financement par étapes. La première phase de ce programme comprend l'affectation d'un montant de 138 mds da destiné à l'acquisition de 400 wagons de transport de voyageurs et de locomotives. Le responsable a affirmé que l'objectif principal de ce grand programme d'investissement est de localiser la fabrication du matériel en attirant les fabricants et les investisseurs dans ce domaine, afin de répondre aux besoins de l'entreprise dans un premier temps, avant de se lancer, a-t-il ajouté, «dans l'exportation, compte tenu des nombreuses potentialités dont dispose l'Algérie dans l'industrie ferroviaire». La SNTF a également mis en place un programme de réhabilitation de 94 gares pour le transport de voyageurs, ainsi que le lancement d'une étude pour la réhabilitation complète de 8 grandes gares à Alger, Sidi Bel Abbès, Oran, Souk Ahras, Skikda, Annaba, Chlef et Aïn Témouchent, a-t-il fait savoir. La société prévoit également d'installer des distributeurs automatiques de billets au niveau de ses gares à l'échelle nationale pour éviter les files d'attente aux guichets et simplifier aux citoyens les transactions quotidiennes, a-t-il indiqué en soulignant que cette opération «avance à un bon rythme et que le cahier des charges a été déjà établi au niveau de la commission des marchés».

R.E.

5E ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL BUILTEC

80 exposants attendus à Constantine

Au total, 80 exposants locaux et étrangers prendront part à la 5e édition du Salon international des constructions modernes et des nouvelles technologies BUILTEC, prévue du 10 au 13 février à Constantine, apprend-on samedi des organisateurs de cette manifestation. Placé sous le slogan "Bâtir le futur grâce aux technologies", le Salon ambitionne d'être un carrefour d'échanges et de collaborations stratégiques, a fait savoir, dans une déclaration à l'APS, Mohamed Seif eddine Salhi, le directeur de l'entreprise MediaSmart, organisatrice

de cette manifestation, notant que ce rendez-vous mettra en avant les avancées en matière de construction intelligente, de matériaux innovants et de solutions numériques adaptées aux exigences du secteur. Cette année, une attention particulière sera accordée aux entreprises présentant leurs produits pour la première fois, leur offrant ainsi une visibilité accrue auprès d'un public spécialisé. Les startups ne seront pas en reste, notamment celles qui développent des applications et des solutions numériques destinées à moderniser le

domaine du bâtiment et à favoriser la réhabilitation du vieux bâti. Dans cette optique, un espace VIP sera mis en place afin de faciliter les rencontres entre professionnels et acteurs majeurs du secteur. Véritable plateforme d'affaires, ce Corpo Space sera accessible exclusivement aux entreprises et aux investisseurs et constituera un levier stratégique pour la conclusion de partenariats commerciaux et industriels. En parallèle de l'exposition, le Salon sera rythmé par la présentation de 32 conférences scientifiques durant les 4 jours de la

manifestation, abordant des thématiques en lien avec le développement durable, l'intelligence artificielle appliquée à la construction, l'innovation dans l'exploitation des ressources naturelles et la préservation du patrimoine. Deux événements majeurs viendront enrichir cette édition : "Bâtir le Futur : Le Pitch des Startups PropTech & Construtech", qui réunira les jeunes entreprises du secteur en quête de collaborations et d'investissements, ainsi qu'une journée technique dédiée à l'efficacité énergétique dans le bâtiment, organisée en parte-

nariat avec l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE). Avec la présence de sept grandes entreprises algériennes du secteur de la construction et de la promotion immobilière, la 5e édition du Salon BUILTEC s'impose comme un carrefour et une vitrine de référence pour les visiteurs à la recherche d'un appartement idéal pour leurs ambitions et constituera un lieu de rencontre pour l'innovation et le développement économique, à l'échelle nationale et internationale.

COLONIES DE VACANCES EN ALGÉRIE

Le ministre de la Jeunesse reçoit des représentants de la Grande Mosquée de Paris

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, a reçu, samedi à Alger, des représentants de la Grande Mosquée de Paris, en prévision de la campagne 2025 des colonies de vacances en Algérie au profit des enfants de la communauté nationale à l'étranger, indique un communiqué du ministère. "En prévision de la campagne 2025 des colonies de vacances en Algérie au profit des enfants de la communauté

nationale à l'étranger, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, M. Mustapha Hidaoui, a reçu, samedi matin, des représentants de la Grande Mosquée de Paris, en présence de cadres du ministère", précise le communiqué. A cette occasion, le ministre a mis en avant les efforts de l'Etat algérien visant à permettre aux enfants de la com-

munauté nationale à l'étranger de bénéficier de ces colonies de vacances, dans le cadre d'une "vision clairvoyante" incarnant la cohésion au service de l'édification de l'Algérie victorieuse, selon la même source. Il a, à cet égard, insisté sur la nécessité de remédier aux lacunes relevées et d'optimiser les ressources humaines et matérielles en prévision de la prochaine campagne des colonies de vacances, qui vise à faire connaître aux enfants de la

diaspora les coutumes et les traditions de la mère patrie. M. Hidaoui a, par là même, fait savoir que son département ministériel avait défini de nouvelles normes et dispositions règlementaires et juridiques pour éviter les obstacles et problèmes enregistrés précédemment, en veillant à renforcer les activités destinées aux enfants dans les colonies de vacances et à numériser la gestion des centres de vacances, conclut le communiqué.